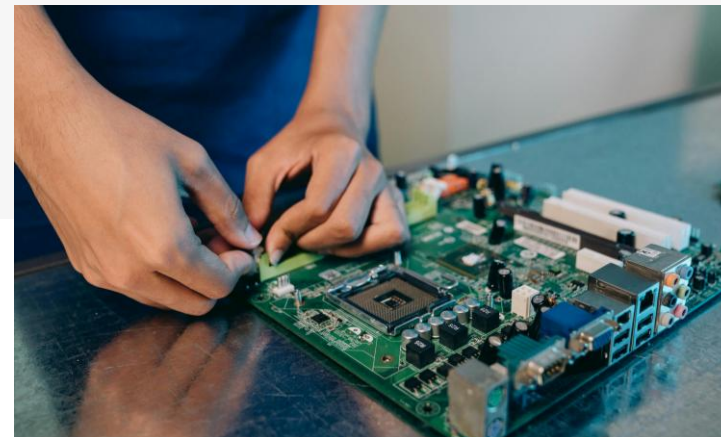


Rapport ESG & Impact

2025





Edito 03

I. L'essentiel sur TiLT 04

II. Grands enjeux 2025-2026 13

► *Interview d'Anne-Laure de Chammard, Membre du Comité Exécutif Siemens*

III. Aperçu de nos participations 17

IV. Nos accompagnements 20

V. Données ESG par sociétés du portefeuille 29

VI. La RSE au sein de TiLT 42

Annexes 44

Le choix européen ? Industrie et ESG

Il y a dans l'air depuis 18 mois une tentation, compréhensible mais dangereuse, de hiérarchiser ce qui ne peut pas l'être. Faut-il d'abord industrialiser ou d'abord décarboner ? Faut-il privilégier la compétitivité ou la durabilité ? L'ESG ou la performance ? Ces faux dilemmes ont longtemps structuré le débat public. Ils révèlent surtout une incompréhension profonde de ce qui est en train de se jouer.

Notre conviction chez TiLT, forgée au fil des investissements et des crises traversées avec nos participations, est que nous sommes entrés dans une phase de convergence irréversible entre transition énergétique, ESG et industrialisation. Ces trois dynamiques ne se succèdent plus : elles s'alimentent. Il n'y a pas de réindustrialisation crédible sans énergie décarbonée, compétitive et souveraine. Il n'y a pas de transition énergétique sans tissu industriel pour la produire, l'intégrer et la déployer à l'échelle. Et il n'y a pas d'industrie pérenne sans les standards ESG qui en garantissent la résilience sociale, environnementale et opérationnelle.

Ce triptyque, nous l'observons concrètement dans notre portefeuille. Les sociétés les plus à même d'être les leaders de leurs secteurs sont celles qui ont compris que la

maîtrise de leur empreinte carbone, la qualité de leurs relations avec leurs parties prenantes et l'excellence de leur gouvernance ne sont pas des contraintes additionnelles, mais des facteurs de compétitivité structurels. Elles attirent les meilleurs talents. Elles sécurisent leurs financements. Elles anticipent les régulations. Elles innovent plus vite. La transition n'est pas un surcoût pour elles : c'est un avantage concurrentiel.

Mais cette convergence ne peut pas se construire sans un cadre politique qui lui donne de la cohérence et de la continuité. C'est là que la responsabilité de l'Europe devient déterminante, et que les risques sont aujourd'hui les plus élevés.

L'Europe a su, ces dernières années, poser les bases réglementaires et stratégiques d'une économie décarbonée. Le Green Deal, le Clean Industrial Deal, les objectifs 2050 : autant d'engagements qui ont donné de la visibilité aux entrepreneurs et aux investisseurs. Mais ces acquis sont fragiles s'ils ne reposent pas sur une Europe unie, capable de parler d'une seule voix et d'agir avec constance. Une Europe qui se divise sur ses ambitions climatiques, qui cède aux injonctions contradictoires ou qui abandonne ses positions sous la pression des cycles électoraux ou de lobbies aux vues anachroniques envoie un

signal dévastateur aux marchés, aux industriels et à ses propres citoyens.

Une transition juste exige une Europe forte. Non pas une Europe fermée ou repliée sur elle-même, mais une Europe qui assume ses choix avec clarté, qui harmonise ses règles pour éviter les distorsions internes, qui protège ses industries stratégiques face aux concurrences déloyales et qui investit à hauteur de ses ambitions. La cohésion européenne n'est pas un idéal abstrait ; c'est une condition concrète de réussite de la transition. Sans elle, nous courons le risque de perdre à la fois la bataille industrielle et la bataille climatique.

Chez TiLT, nous continuons de nous inscrire pleinement dans cette dynamique. Accompagner des entreprises engagées dans la transition énergétique, c'est aussi contribuer, à notre échelle, à démontrer que ce pari est possible et rentable. Que l'Europe a les entreprises, les technologies et les capitaux pour réussir. Ce qui lui faut désormais par-dessus tout, c'est la volonté de rester unie pour y parvenir.



NICOLAS PIAU

Co-fondateur et CEO
TiLT Capital Partners

I. L'ESSENTIEL SUR TiLT



©Orcan



©eSmart

Chiffres clés 2025



329 M€

Sous gestion¹

10 Collaborateurs
+1 Directeur climat dédié à 25% à TiLT

11 Sociétés en portefeuille

100%

Des sociétés contribuent à la transition énergétique

Reporting UNPRI
93 Private Equity
90 Politique, gouvernance et stratégie
80 Création de confiance

50% De femmes dans l'équipe TiLT

100% Des équipes de management ont une part de leur rémunération indexée à l'atteinte d'objectifs ESG ambitieux

100%

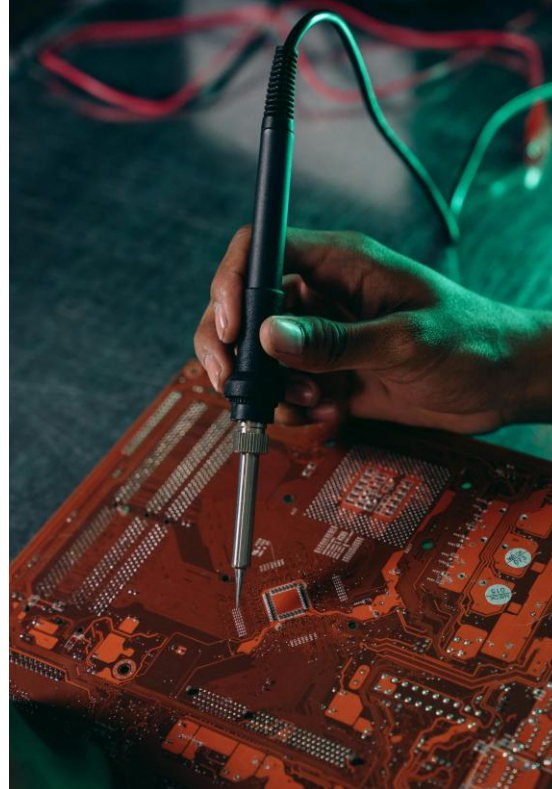
Des investissements ont fait l'objet d'une *due diligence* ESG externe (ainsi qu'interne)

99% De taux de réponse moyen des participations au questionnaire ESG 2025

¹ TCF1 et le fonds de co-investissement TCIF1

Notre raison d'être

En tant que société de gestion de fonds article 9, l'objectif central de TiLT est la transition juste, avec un angle plus spécifique sur le climat. Le premier fonds de TiLT, le fonds de capital croissance TCF1, a pour thèse de soutenir les PME européennes qui contribuent à la transition à un système énergétique décentralisé flexible et reposant sur les énergies renouvelables, afin d'adresser les enjeux climatiques, de souveraineté énergétique et de compétitivité européenne. Réaliser cette transition est un défi immense, puisqu'il s'agit de transformer le plus grand système industriel de la planète, tout en veillant aux enjeux de coûts de l'énergie et de sécurité d'approvisionnement. TiLT souhaite, à son échelle, apporter des réponses innovantes à ce défi.



« Apporter des réponses innovantes au défi de transformation du plus grand système industriel de la planète. »



©Watt&Well

PLACER L'ESG AU CENTRE DE NOS PRÉOCCUPATIONS

Notre stratégie d'investissement traite de deux grands thèmes spécifiques :

- **L'efficacité énergétique**, qui répond directement aux objectifs d'accessibilité financière, de sécurité énergétique et de décarbonation. Le potentiel est considérable et touche de multiples secteurs, des transports aux bâtiments en passant par les industries.
- **La flexibilité du système énergétique** qui est essentielle pour améliorer sa fiabilité et pour intégrer les énergies renouvelables dans le réseau électrique et le système énergétique en général.

Au-delà de la mission de contribuer à la transition énergétique et climatique en investissant dans des entreprises qui réduisent les émissions de GES de leurs clients, TiLT se donne des objectifs ambitieux de maîtrise de l'empreinte carbone de ses participations. Chacune de nos sociétés en portefeuille doit réaliser un bilan carbone complet suite à l'entrée de TiLT, et définir un

plan d'actions bas carbone, dont la réalisation sera suivie régulièrement au cours de la période d'investissement. Compte-tenu des activités des entreprises intervenant en faveur de la transition énergétique, et donc de leur nécessaire croissance, les objectifs de réduction des émissions sont établis en intensité.

En ce qui concerne la contribution à la transition énergétique et climatique des sociétés, TiLT s'aide systématiquement d'experts externes pour la mesurer, avec en particulier une réflexion sur les émissions évitées permises par les produits et services de chaque société, de sorte à pouvoir vérifier, rationaliser et piloter leur contribution.

Au cœur de la stratégie de TiLT depuis la création de la société de gestion, l'ESG demeure pour l'équipe TiLT un levier puissant de différenciation des entreprises face à la concurrence et un marqueur de performance opérationnelle fort.

Les grandes étapes de la construction de TiLT en matière d'ESG

Founding Partners

Plus de 50 années d'expérience cumulée dans l'investissement dans le monde de l'énergie



Nicolas
PIAU



Nicolas
LEPAREUR



Nathanaël
KRIVINE

LE DEVELOPPEMENT D'UNE METHODOLOGIE ROBUSTE

UNE AMELIORATION CONTINUE

2018

Création autour de l'impact

Dès la naissance de TiLT, décision des trois co-fondateurs de lier une partie du carried interest à des indicateurs de performance sur des enjeux d'impacts et ESG

2019 - 2021

Développement d'un outil interne

Elaboration d'une première méthodologie pour qualifier les opportunités en termes d'impact et pour gérer les futurs investissements, avec le conseil d'experts externes

LES FONDATIONS DE TiLT

2022

Pilotage ESG et ESMS

Formalisation et standardisation des ambitions et des moyens de TiLT avec l'aide de PwC

Rédaction et partage de la politique de gestion de l'impact et de l'ESG (ESMS) avec les investisseurs actuels et potentiels

Avril 2022 : 1^{er} closing de TCF1 à 145 M€

2023

Etude des émissions évitées

Depuis décembre 2022 Travail avec I Care pour le cadrage des émissions évitées à chaque intégration d'une nouvelle société

Adhésion aux UNPRI

Juin 2023 : Objectif de 250M€ atteint

Décembre 2023 : Closing final à 319 M€

2024

Renforcement du processus de reporting avec Greenscope

Utilisation de la solution pour l'ensemble des sociétés

Renforcement des équipes ESG

Arrivée d'Antoine Joint comme Operating Partner et Directeur Climat

2025

Risques climatiques et biodiversité

Étude des risques physiques auxquels les entreprises sont exposées avec Altitude d'Axa Climate, accompagnée d'une analyse de vulnérabilité et de la mise en œuvre de plans d'adaptation

Développement des émissions évitées

Intégration du principe de l'attribution horizontale dans le calcul pour mieux refléter l'impact réel de la société en question

Réalisation du bilan carbone de TiLT

2026

Evaluation de la maturité climatique de nos sociétés

Élaboration du référentiel climat propriétaire Siparex FACT, inspiré de l'approche ACT (ADEME), permettant de mesurer la maturité des entreprises et de prioriser leurs axes d'amélioration

Etude de la biodiversité

Utilisation de la solution Darwin pour évaluer les impacts et les dépendances des sociétés vis-à-vis des écosystèmes naturels

Gouvernance

LE PROCESSUS ESG RELATIF AUX INVESTISSEMENTS ET A LA GESTION DES PARTICIPATIONS

Pré-deal

1. Examen préalable à l'investissement

Acteurs mobilisés



Pré-évaluation environnementale et sociale via un outil interne et pouvant mener à la fermeture de l'opportunité d'investissement

Attention particulière à la sensibilité ESG du top management

2. Due Diligence ESG

Acteurs mobilisés



Analyse ESG approfondie pour évaluer l'alignement avec les objectifs de durabilité du Fonds

Évaluation de la stratégie carbone (y compris les émissions évitées)

Vérification de l'éligibilité et du potentiel d'alignement avec la Taxonomie européenne

Intégration des résultats dans la note d'investissement pour le Comité

Deal

3. Contractualisation

Acteurs mobilisés



Définition d'objectifs chiffrés sur 4 axes : décarbonation, égalité F/H, santé-sécurité, partage de la valeur

25% des outils de partage de valeur (BSPCE, options, ...) sont indexés sur ces objectifs

Inclusion dans le pacte d'actionnaires d'exigences de respect de normes ESG ainsi que de suivi régulier intégrant les résultats de la due diligence ESG

Post-deal

4. Période de détention

Acteurs mobilisés



Pilotage des actions ESG durant toute la période de détention, avec l'appui d'experts externes et du Directeur Climat

Suivi ESG fréquent a minima annuellement et en board, ainsi que via le questionnaire ESG annuel de TILT

Tableau de bord ESG intégrant les KPI d'impact et les exigences réglementaires

5. Sortie

Acteurs mobilisés

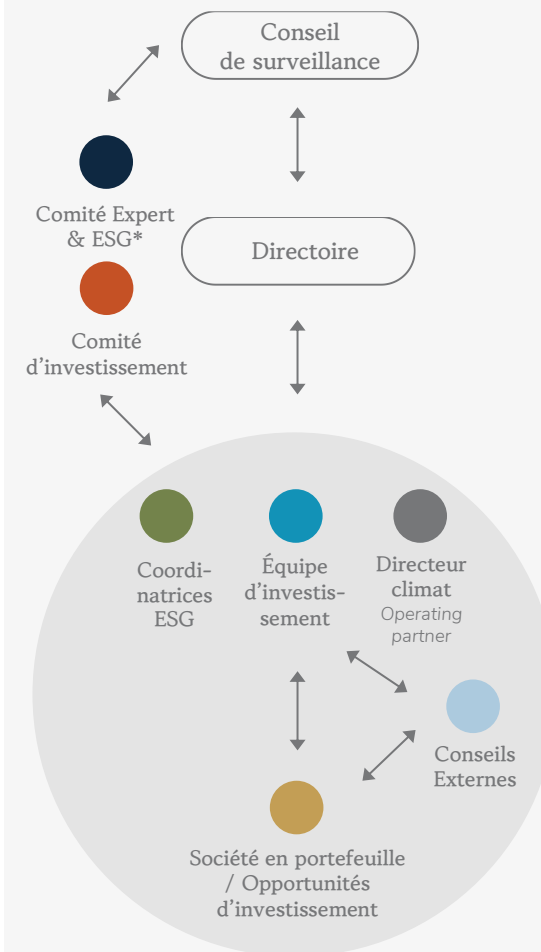


Évaluation de la performance ESG au moment de la sortie

Vérification par un tiers indépendant de l'atteinte des objectifs ESG, base pour calculer le carried interest indexé sur l'ESG



Comités



*dont Orith Azoulay, Global Head of Green & Sustainable Finance chez Natixis, en tant qu'experte ESG

Les représentants ESG chez TiLT

La stratégie ESG de TiLT repose sur une organisation intégrée, mobilisant l'équipe d'investissement, les expertises du groupe Siparex et des conseils externes spécialisés. Cette organisation permet d'ancrer les enjeux ESG à chaque étape du cycle d'investissement.

Equipe d'investissement



Anaïs LELEU
Investment Manager
& Coordinatrice ESG



Ottilie COUTAUD
Associate
& Coordinatrice ESG



Nicolas PIAU
Président
Associé fondateur

Au sein de l'équipe d'investissement, Anaïs et Ottilie coordonnent les sujets ESG chez TiLT. Elles contribuent aux analyses ESG des sociétés, au suivi de leurs performances ainsi que de la réglementation et des exigences de reporting. Elles participent également au déploiement des bonnes pratiques au sein des participations et à leur accompagnement, en lien avec l'operating team.

En tant que Président et cofondateur, Nicolas porte la vision ESG de TiLT et veille à sa cohérence avec la stratégie d'investissement.

Parce que les enjeux ESG influencent directement la création de valeur et la performance des entreprises, leur pilotage doit être porté au plus haut niveau de gouvernance.

ESG Operating Team - TiLT



Antoine JOINT
Directeur Climat

Antoine consacre 25 % de son temps spécifiquement à TiLT et 75% au Groupe Siparex. Au titre de ses fonctions chez TiLT, il appuie l'équipe et ses participations dans la structuration de leur stratégie ESG et dans le déploiement d'actions de sensibilisation sur des sujets clés. Il développe également des outils utilisés chez TiLT et dans l'ensemble du Groupe Siparex.

Experte ESG



Orith AZOULAY
Directrice monde de la finance
durable chez Natixis

Membre du Comité Expert & ESG, Orith Azoulay apporte à TiLT un regard externe expérimenté sur les grandes tendances ESG, les évolutions réglementaires et les enjeux de souveraineté liés à la transition énergétique. Son expertise nourrit les réflexions stratégiques de TiLT et contribue à challenger les analyses de l'équipe sur les sujets de marché, de finance durable et de chaînes de valeur.

Soutien ESG par Siparex

SIPAREX



Simon RUCHAUD
Directeur Produits &
Durabilité Groupe



Constance LAPIERRE
Chargée de mission
ESG Groupe Siparex

Simon et Constance apportent à TiLT un soutien transversal en matière d'ESG, notamment pour le suivi des évolutions réglementaires et pour les reportings.

Notre stratégie ESG et nos engagements

THÉMATIQUES CENTRALES D'ACTION

TiLT est particulièrement impliqué pour et avec ses sociétés en portefeuille sur quatre grandes thématiques ESG :

- **Contribution à la transition climatique :**
 - Réduire les émissions directes et indirectes (scopes 1, 2 et 3) générées par les entreprises du portefeuille de 4 à 7% par an en intensité selon les cas spécifiques.
 - Maximiser les émissions évitées par les produits et services délivrés par les sociétés du portefeuille. Le champ des émissions évitées est encore relativement nouveau et il est difficile d'établir des objectifs simples et standardisés dans le domaine. TiLT adopte donc une approche de dialogue s'adaptant aux particularités de chacune des sociétés pour que celles-ci puissent mieux prendre en compte leur



potentiel d'impact dans leurs décisions. La première étape est une mission de calcul des émissions évitées de chacune des sociétés en portefeuille ainsi que l'identification des leviers les plus importants sur les résultats par le cabinet I Care by BearingPoint, expert des méthodologies carbone.

- **Renforcement de la mixité et de l'égalité femme/homme**
- **Politiques strictes de santé et de sécurité**, sujet central pour le secteur industriel dans lequel nous investissons et socle indispensable de la qualité de vie au travail.
- **Partage de la valeur :** 100% des sociétés doivent avoir un plan de partage de la valeur visant au moins 80% des salariés.



©Watt&Well

MOYENS D'ACTION

- **Fixation d'objectifs quantifiés ambitieux** dans chacune des quatre thématiques sur lesquels 25% des management packages des équipes dirigeantes des sociétés (voire des plans de partage de la valeur à destination des employés) ainsi que 25% du *carried interest* de l'équipe TiLT sont indexés. Ces indexations significatives, prévues dès la création de TiLT en 2018, permettent l'alignement des acteurs concernés autour des objectifs d'amélioration ESG (suivi des objectifs en slide 20).
- **Temps dédié en accompagnement** par l'équipe de gestion : TiLT tire sa force de l'expérience et de l'expertise des fondateurs, de l'équipe de gestion et du Directeur Climat dans le domaine de l'énergie, du climat et de la RSE. Leurs visions stratégiques et expertises techniques aident les entreprises du portefeuille à aligner stratégies d'impact et objectifs financiers, que nous considérons intrinsèquement liés pour ce secteur.
- **Engagement actionnarial :** en tant qu'actionnaire minoritaire de référence, nous nous voyons comme un réel *sparring partner*. Nous sommes représentés dans les organes de gouvernance, et nous nous positionnons aux côtés des équipes dirigeantes selon leurs besoins (dialogue stratégique, mises en relation, réalisations d'analyses ad hoc...), afin de les soutenir au mieux dans leurs plans de développement.
- **Partage de la due diligence d'entrée :** l'audit ESG à l'entrée est une première étape. Souvent une nouveauté pour les sociétés, celle-ci leur permet en général d'acquiescer une base solide ainsi qu'une véritable vision 360.

Notre contribution à l'écosystème



Notre métier d'investisseur sectoriel nécessite à la fois d'être en prise avec les acteurs de l'énergie, mais aussi de s'engager dans le débat sur les enjeux de fond qui sous-tendent la transition énergétique et l'investissement responsable. Pour contribuer à la construction de cet écosystème, nous sommes impliqués dans diverses structures et initiatives à différents niveaux.



Sommet des Industries Vertes, 01/2026
De gauche à droite : A. Renaud (Président Schneider Electric France) ; N. Piau (Président TiLT) ; A. Pannier-Runacher (Députée et ancienne ministre de l'Énergie) ; T. Courbe (Directeur général des Entreprises)

MONDE ACADÉMIQUE

- **HEC** : interventions ponctuelles dans le cadre de l'institut *sustainability & operations (S&O)* ou lors de cours sur la Finance Verte.
- **EM LYON** : interventions ponctuelles dans le cadre d'une formation professionnelle sur l'intégration des questions ESG dans les conseils d'administration.

PRISES DE POSITION

- **CONTENU LOCAL** : Rédaction de notes de position et de tribunes (Les Echos), participation à des tables rondes ainsi qu'à des sessions de la Commission européenne à Bruxelles, en soutien à l'instauration d'une préférence européenne dans l'accès aux financements publics pour les cleantechs.

SPONSORING ET PARTICIPATION ACTIVE

- **TASK FORCE ON CARBON PRICING** : conduite par Edmond Alphandéry sur la question du prix de l'externalité CO₂ dans la lutte contre le changement climatique.
- **NOUVEAUX SYSTÈMES ÉNERGÉTIQUES (CSF NSE)** : membre du Comité de Pilotage de l'Initiative et contribution aux réflexions sur le passage à l'échelle des solutions de décarbonation industrielle, notamment à travers *Je décarbone* et *Je m'adapte*.
- **CLEANTECH FOR EUROPE** : sponsor de l'organisation, participation aux réflexions intervention au Sommet annuel de l'organisation
- **CLEANTECH FOR FRANCE** : contribution aux échanges, participation aux rencontres institutionnelles, intervention au Sommet des industries vertes..
- **CLUB OF THREE** : membre du groupe de pilotage de l'initiative, et participation active aux sessions de réflexion stratégique.

PARTICIPATION À DES ÉVÉNEMENTS

- **FRANCE INVEST** : participation à deux commissions : « *France Invest working group on ESG & value creation* » et « *France Invest Sustainability, Cleantech & Decarbonization Commission* ».
- **ÉVÉNEMENTS Bpifrance** (acteur structurant et investisseur important chez TiLT) : participation à l'accélérateur des sociétés de gestion Bpifrance.
- **ENLIT** : membres du Enlit Impact Circle, qui contribue à l'organisation de l'une des conférences de référence dans le domaine de la transition énergétique.
- **INTERNATIONAL** : nous sommes présents à des conférences majeures comme l'IFRI WPC où nous sommes intervenus chaque année depuis 2022. Nous avons également réalisé des interventions au congrès H-NAT (sur l'hydrogène naturel), au BNEF Summit de Londres et de Paris, etc.

Notre partage d'une expertise

Au-delà de sa contribution à l'écosystème, TiLT contribue au partage des connaissances sur la transition énergétique, auprès de ses investisseurs, mais également à un public plus large. Cette démarche s'incarne dans deux formats complémentaires : les TiLT Talks, dédiés aux souscripteurs, et les [TiLT Perspectives](#), publications accessibles en ligne qui prolongent la réflexion de TiLT sur les grands enjeux énergétiques, industriels et réglementaires.

TILT TALKS

Des temps d'échange organisés par l'équipe TiLT à destination de ses souscripteurs pour décrypter les actualités du secteur.

Ces rendez-vous s'inscrivent dans une **logique de dialogue régulier et de transparence**, en complément des réunions annuelles et des comités semestriels. Ils permettent d'apporter un **éclairage sectoriel sur les transformations en cours**, de partager les analyses de l'équipe, et d'ouvrir un espace de discussion autour des enjeux qui impactent directement le portefeuille.

Les thèmes abordés couvrent aussi bien les **dynamiques industrielles** que les questions d'actualité **réglementaire ou géopolitique** : chaîne de valeur du solaire, évolution du cadre européen, stabilité des réseaux, relations et accords entre Europe et États-Unis, etc. L'idée n'est pas seulement d'informer, mais de proposer des clés de lecture utiles dans un **environnement énergétique et réglementaire en évolution constante**.



TILT PERSPECTIVES

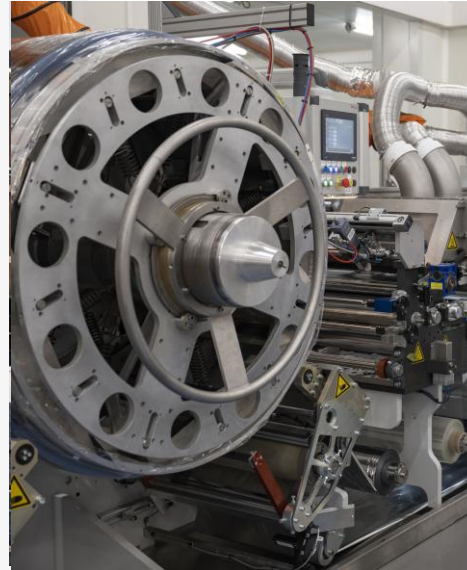
Des publications disponibles sur le site internet de TiLT consacrées aux grands débats de la transition énergétique.

À travers ces publications, TiLT partage une **lecture à la fois industrielle, financière et stratégique de la transition**. Les sujets traités portent sur les questions structurantes de la transition énergétique : équilibre du mix énergétique, coût et acceptabilité sociale de la transition, rôle des PME et ETI, flexibilité du système électrique, fonctionnement du marché carbone européen, place du gaz dans les trajectoires de transition, ou encore sécurisation des matières premières critiques.

Les TiLT Perspectives prolongent ainsi la manière dont TiLT conçoit son rôle dans l'écosystème : non seulement investir dans des entreprises de la transition, mais aussi **contribuer aux réflexions** qui en déterminent les conditions de réussite, qu'il s'agisse de **compétitivité, de souveraineté, de réglementation** ou **d'acceptabilité**.



II. GRANDS ENJEUX 2025-2026 Souveraineté & Contenu local



©Watt&Well



©EODev

La transition énergétique, au cœur des sujets de souveraineté et de compétitivité



Interview d'Anne-Laure de Chammard

Membre du Comité Exécutif de Siemens Energy

Dans quelle mesure la transition énergétique peut-elle constituer un avantage compétitif pour l'industrie européenne ?

Avant tout, il faut rappeler que la transition énergétique dépasse les enjeux environnementaux ; elle est au centre des discussions qui traitent de sécurité, de souveraineté nationale et européenne et de résilience. Elle est par ailleurs critique pour le climat, l'environnement et la santé, avec des impacts économiques visibles dès aujourd'hui et considérables demain.

La transition énergétique devient ainsi de plus en plus une nécessité stratégique. Dans une Europe qui importe 85% de ses combustibles, la transition est nécessaire pour protéger notre économie des impacts des événements géopolitiques mondiaux. L'énergie est aujourd'hui à la fois plus stratégique, plus volatile et plus incertaine ; disposer d'un système énergétique moins dépendant des énergies fossiles – donc décarboné – constitue dès lors un avantage compétitif décisif.

Par ailleurs, l'histoire économique est claire : à chaque rupture technologique, l'avantage économique est systématiquement capturé par ceux qui savent déployer ces technologies à l'échelle et à temps. Face à cette transformation qui s'impose, la véritable question est donc : comment ne pas rater le tournant et comment ne pas perdre notre compétitivité ? Gérer le court terme est évidemment nécessaire mais il faut avant tout garder le cap du moyen et du long terme. Plusieurs leviers seront au cœur de cette transformation : l'efficacité énergétique, l'électrification et, en socle, le renforcement des réseaux électriques qui conditionne le déploiement de renouvelables et du nucléaire, la digitalisation et le développement de l'hydrogène.

Ces solutions permettront d'optimiser les coûts des entreprises, d'améliorer leur productivité et de réduire leur exposition à la volatilité des prix de l'énergie, aidant les entreprises à protéger leurs marges et leur compétitivité. Sans structure adaptée, l'avantage compétitif peut cependant ne pas être immédiat pour tous les secteurs, d'autant que les industries européennes font face à des concurrents bénéficiant d'une énergie moins chère, de mesures protectionnistes et de subventions. Une approche structurée et assortie

de mécanismes d'accompagnement est donc nécessaire et justifiée.

En résumé, l'Europe n'a pas le choix de la transition énergétique : elle doit réussir à en faire un avantage compétitif, ou elle en subira durablement le coût industriel, économique et géopolitique.

Quel est l'impact du contexte géopolitique ? Assiste-t-on à un tournant stratégique pour l'autonomie énergétique et industrielle de l'Europe ?

La guerre en Ukraine a été un premier électrochoc : elle a révélé notre vulnérabilité, mais aussi notre capacité à rebondir. En quelques mois, l'Europe a réduit sa dépendance au gaz russe de 80 % à moins de 20 %. C'est historique, mais le vrai tournant est la prise de conscience par l'Europe que l'énergie est une arme géostratégique qu'elle doit absolument mieux maîtriser.

Rivalités accrues entre grandes puissances, retour des conflits ouverts – récemment en Iran et au Moyen-Orient –, forte volatilité des prix de l'énergie : la transition énergétique n'est plus un

enjeu technique, mais une arme stratégique d'un monde géopolitique sous tension.

Qu'il s'agisse de décarbonation, de sécurité d'approvisionnement, de maîtrise des chaînes de valeurs, ou de compétitivité industrielle, l'énergie est devenue un levier de puissance assumé.

L'Europe, elle, a trop longtemps compté sur les règles de marché pour gouverner sa politique énergétique. Elle se rend aujourd'hui compte de la faiblesse de cette stratégie : dépendance aux importations énergétiques, aux technologies critiques et à certaines infrastructures numériques.

Elle tarde encore cependant à passer à l'action. Avec le *Clean Industrial Deal* et l'*Industrial Accelerator Act*, l'Union Européenne avance, mais encore trop lentement. L'exemple de l'éolien offshore est parlant : 5 à 10 ans pour les autorisations en Europe ; 2 ans en Chine. À cela s'ajoutent des règles de raccordement extrêmement complexes – parfois plus de 20 000 pages par projet – qui mobilisent des mois, voire des années d'ingénierie avant que le raccordement au réseau ne puisse être réalisé. À ce rythme, nous décrochons avant même d'avoir commencé. ▶

La transition énergétique, au cœur des sujets de souveraineté et de compétitivité

« La souveraineté ne se décrète pas, elle se construit, dans notre capacité à produire, à innover et à déployer ensemble à grande échelle. »

► La question n'est plus si l'Europe peut devenir autonome, mais à quelle vitesse. La fenêtre de tir est étroite. Si nous ratons le tournant, l'Europe ne perdra pas seulement sa souveraineté industrielle, elle deviendra un espace dépendant, contraint de s'aligner sur les puissances qui maîtrisent les technologies et les ressources clés.

Selon vous, quelles sont les prochaines étapes pour renforcer la résilience énergétique et la compétitivité industrielle de l'Europe ?

L'Europe dispose des atouts nécessaires pour réussir. Les outils sont là. Les technologies sont là. Les capitaux aussi. Et elle a les talents et compétences. Ce qui manque, c'est avant tout la vitesse et l'unité dans l'exécution. L'émergence de 27 petits champions nationaux ne fera pas le poids face aux géants mondiaux qui se forment hors d'Europe. Les États doivent agir d'un seul bloc, les entreprises doivent investir sans attendre, et les citoyens doivent continuer d'exiger cette transformation.

Le levier réglementaire est l'un des leviers les plus puissants.

Il doit viser quatre objectifs : l'accélération, l'unité européenne, la simplification et la stabilité. En Europe, un projet industriel met aujourd'hui deux à trois fois plus de temps à voir le jour qu'aux États-Unis ou en Chine, et une usine d'électrolyseurs ou une connexion de réseaux électriques doit encore affronter 27 cadres réglementaires différents. Ce n'est pas tenable pour notre compétitivité. Inspirons-nous de certains pays nordiques, qui fixent un délai maximal de 2 ans pour ces projets et réduisons la bureaucratie inutile. Enfin, la stabilité et la visibilité sont essentielles pour les entreprises et les investisseurs. Sans stabilité, pas de visibilité et pas d'investissements privés.

Deuxième priorité : assumer une véritable politique industrielle.

Face à des concurrents internationaux bénéficiant de soutiens publics massifs et de cadres opérationnels plus rapides, l'Europe doit garantir des conditions de concurrence équitables pour son industrie, sans tomber dans un protectionnisme stérile. L'enjeu n'est pas

d'abaisser nos standards, mais d'aligner ambition, vitesse et capacité d'exécution. Le Net-Zero Industry Act est un bon début, mais il faut aller plus loin notamment en accélérant l'industrialisation et la R&D.

Troisième pilier : investir massivement dans les infrastructures critiques, en particulier les réseaux.

Ce sont la colonne vertébrale de la résilience et de la compétitivité. Aujourd'hui, 30% des projets éoliens en Europe sont bloqués par manque de capacité des réseaux. Au total, environ 1700 GW de capacités renouvelables ou hybrides sont ainsi immobilisées ou retardées faute de raccordement. C'est une perte d'opportunité majeure. L'Europe dispose d'un potentiel énergétique considérable et diversifié. Mieux relier ces capacités, c'est sécuriser une électricité compétitive et prévisible pour l'industrie européenne.

C'est également nécessaire pour attirer les industries de demain, notamment les data centers liés à l'IA. À l'échelle mondiale, la consommation électrique de l'IA est déjà comparable à celui d'un pays comme la France,

et pourrait se rapprocher de celle du Japon d'ici 2030, ce qui pose une question très concrète de capacité de réseau et de délais de raccordement.

L'Europe est aujourd'hui à la croisée des chemins. Si elle parvient à créer une véritable politique industrielle, énergétique et d'innovation, elle peut transformer la transition en avantage compétitif et renforcer sa souveraineté. La Chine en fait aujourd'hui la démonstration dans son plan quinquennal, où la transition énergétique est pensée comme un levier central de sécurité énergétique et de développement économique, et en investissant massivement dans l'énergie renouvelable, l'hydrogène et le nucléaire, avec ambition, rapidité et passage à l'échelle.

Tout se joue désormais dans l'exécution. La souveraineté ne se décrète pas, elle se construit, dans notre capacité à produire, à innover et à déployer ensemble à grande échelle. La différence se fera dans notre capacité collective à passer de l'ambition à l'action, et surtout à le faire rapidement.

Made in Europe : Un tournant pour l'industrie européenne

La position de TiLT

UNE RUPTURE AVEC LA POLITIQUE COMMERCIALE EUROPEENNE TRADITIONNELLE

Présenté en mars 2026 par la Commission Européenne, l'*Industrial Accelerator Act* marque un changement de paradigme significatif de la politique industrielle et commerciale européenne. En introduisant des exigences de contenu local dans certains financements publics, il ouvre la voie à des mécanismes concrets de soutien à l'industrie européenne fondés sur la création d'une demande domestique.

Dès janvier 2025, TiLT s'est engagé activement auprès de la Commission Européenne et des institutions françaises afin de promouvoir la mise en place de mécanismes de contenu local au service de l'industrie des technologies vertes.

UNE APPROCHE PLUS STRATÉGIQUE DU SOUTIEN PUBLIC

Cette approche rejoint l'objectif fixé dans le cadre du *Net-Zero Industry Act*, qui vise à porter la capacité manufacturière de l'Union Européenne à au moins 40% des besoins annuels de déploiement des technologies net zéro d'ici 2030. Elle traduit une prise de conscience croissante parmi les décideurs européens : la politique industrielle ne peut plus se limiter à garantir l'ouverture des marchés. Elle doit aussi intégrer une dimension stratégique, en orientant la demande, l'investissement et la création de valeur vers le territoire européen.

Cette inflexion s'inscrit dans la continuité de politiques déjà mises en œuvre dans d'autres grandes économies, notamment en Chine, où des préférences nationales structurent certains secteurs depuis les années 1990, et aux États-Unis, avec le *Buy American Act* et le *Build America, Buy America Act*, qui imposent des seuils de contenu local pouvant atteindre 65 %.



UN DISPOSITIF ENCORE LIMITÉ ET AUX SIGNAUX INÉGAUX

Le mécanisme proposé reste toutefois limité : les exigences de contenu local ne couvrent qu'un nombre restreint de technologies (excluant notamment celles liées aux réseaux), peuvent être levées par les États membres en cas de surcoûts de 20 % à 30 % selon les instruments, et s'appliquent à un périmètre géographique trop large, incluant les pays liés par des accords commerciaux.

Si cette flexibilité facilite son adoption, elle en affaiblit la portée comme signal d'investissement de long terme en Europe et dilue l'objectif de relocalisation industrielle.

POUR UN MÉCANISME DE CONTENU LOCAL PLUS EFFICACE

Dans le cadre des discussions actuelles au Parlement Européen, TiLT plaide pour la suppression des dérogations liées aux écarts de prix. Cette étape est essentielle pour structurer une demande domestique capable de soutenir l'industrialisation et d'améliorer la compétitivité européenne. De plus, TiLT soutient un recentrage du « *Made in Europe* » sur le seul périmètre UE/AELE, afin de faire de la commande publique et des dispositifs de soutien un véritable levier direct de développement industriel local.

LE CONTENU LOCAL, UN LEVIER DE SOUVERAINETÉ ET DE COHESION SOCIALE

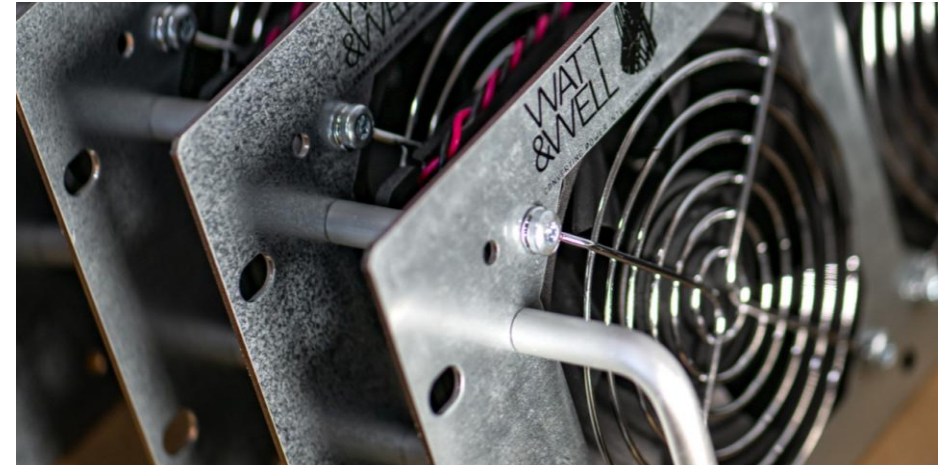
La mise en place d'exigences de contenu local doit renforcer l'autonomie stratégique européenne, la cohésion interne et la compétitivité industrielle.

Ces exigences ne visent pas à exclure les acteurs non européens du marché, mais à garantir que la demande européenne contribue au développement de capacités industrielles sur le territoire européen. Elles ont pour finalité l'ancrage territorial de la production, de la création de valeur et de la montée en puissance industrielle, tout en encourageant l'investissement étranger.

En créant une demande domestique prévisible et accessible, ces dispositifs permettent aux PME et ETI européennes d'attirer des capitaux, de croître et de s'industrialiser, participant ainsi à la réindustrialisation stratégique et l'émergence de champions européens.

L'intégration de mécanismes stratégiques de défense de l'industrie européenne marque ainsi un tournant idéologique nécessaire. Elle est indispensable pour renforcer la souveraineté de l'Europe, soutenir une transition durable et préserver le rôle sociétal historique de son industrie, condition d'une transition véritablement juste.

III. APERÇU DE NOS PARTICIPATIONS



©Watt&Well



Activités de nos participations

PRISE DE PARTICIPATION EN :

2022



Créateur français de solutions photovoltaïques et hybrides, permettant de générer électricité et eau chaude



Valorisation de chaleur perdue au moyen de turbines ORC



Électronique de puissance pour l'énergie, l'aérospatial et la mobilité électrique

2023



Technologies de filtration de biogaz peu carbonées et issues de l'économie circulaire



Production d'énergie renouvelable à faible impact environnemental (solaire sur toitures et repowering éolien principalement)



Générateurs d'électricité fonctionnant à l'hydrogène destinés à remplacer les groupes électrogènes diesel et systèmes de stockage par batteries

2024



Fabrication et commercialisation de générateurs solaires mobiles et hors réseau



Conception, installation et maintenance de projets photovoltaïques à destination de clients professionnels et des collectivités



Solutions d'inspection, de gestion et d'analyse de données relatives à l'état physique des infrastructures des opérateurs de réseaux électriques

2025



Société d'ingénierie spécialisée dans la construction et la rénovation avec un focus sur des projets à haute performance énergétique et à faible impact environnemental



EPC international dans les projets industriels et les centrales solaires de grande envergure. Diversification en tant que producteur indépendant d'énergie renouvelable (IPP).

CHIFFRES CLÉS 2025 SUR NOS 11 PARTICIPATIONS

346 M€

de chiffre d'affaires total

1 256

ETP directs

100%

des participations ont (ou sont en cours de fixation) des objectifs sur les émissions de gaz à effet de serre, le partage de la valeur, l'égalité femme/homme et la santé-sécurité dont dépendent 25% du *carried interest*

25%

de femmes dans les comités de direction des participations, 28% de femmes dans les effectifs

100%

des participations ont mis en place un système de partage de la valeur avec les collaborateurs (ou sont en cours)

16,7

Taux moyen de fréquence des accidents*

0,31

Taux moyen de sévérité des accidents*

Les données chiffrées actualisées concernant le bilan carbone et les émissions évitées les sociétés seront ajoutées par avenant au présent rapport.

*Ne comprend pas Negratin, les données d'heures travaillées n'étant pas encore fiabilisées. La mise à jour sera faite au même moment.

ALIGNEMENT A LA TAXONOMIE

En 2025, le potentiel d'alignement reste élevé (83%). Presque toutes les activités des sociétés en portefeuille figurent dans la Taxonomie. TiLT estime que **les activités principales de l'ensemble des sociétés investies sont essentielles à la réalisation de la transition énergétique** quand bien même certaines ne seraient pas listées dans la Taxonomie. Ainsi les activités de distribution de DualSun ne sont pas éligibles alors qu'elles représentent un maillon nécessaire au développement des renouvelables. Par ailleurs, si EODev est bien éligible, les critères relatifs au pourcentage minimum d'approvisionnement en hydrogène vert conduisent à considérer qu'elle ne pourra pas être alignée avec la Taxonomie et est donc exclue du potentiel d'alignement. TiLT est convaincu que ce score est non-représentatif de la très forte contribution d'EODev à la transition énergétique. **En remplaçant les générateurs diesel, l'entreprise décarbone et réduit en effet la pollution de la fourniture d'énergie hors réseau et pousse la filière d'H2 vert à se développer.** C'est in fine la faible maturité de cette filière qui exclut EODev des critères de la Taxonomie.

L'alignement effectif à la Taxonomie et reporté par les participations de TiLT est de 27% en Chiffres d'Affaires et 26% en CAPEX – en retrait par rapport à l'an dernier suite à l'intégration de nouvelles participations dans le portefeuille, dont les activités sont éligibles à la Taxonomie et qui travaillent sur la démonstration de leur alignement.

TiLT investit dans des PME européennes, de différentes tailles et maturités, que nous accompagnons dans l'analyse et la démonstration de leur alignement à la Taxonomie. Cet accompagnement passe d'abord par la due diligence ESG réalisée à l'entrée qui permet généralement de faire une première évaluation, sur laquelle les sociétés peuvent capitaliser pour définir leur plan d'actions avec le soutien des équipes TiLT.

SUIVI DES OBJECTIFS ESG DES PARTICIPATIONS

TiLT suit continuellement la performance des participations par rapport à leurs objectifs ESG. Le résultat de ce suivi est disponible dans la version investisseurs du rapport.

IV. NOS ACCOMPAGNEMENTS FACE AUX GRANDS DEFIS



©DualSun



©DualSun

Calcul des émissions évitées pour chacune des sociétés du portefeuille

QUEL EST L'ACCOMPAGNEMENT DE TiLT?

- TiLT finance des analyses d'émissions évitées pour chaque entreprise de son portefeuille, ainsi que des ateliers
- Les études sont réalisées par I Care by BearingPoint

QUE SONT LES ÉMISSIONS ÉVITÉES ?

Les émissions évitées représentent une estimation du potentiel de décarbonation des produits et services fabriqués ou commercialisés par une entreprise. Plus précisément, elles correspondent à la différence entre les émissions de gaz à effet de serre estimées dans un scénario utilisant le produit ou le service étudié, et les émissions estimées dans un scénario de référence (c'est-à-dire ce qui se serait produit si le produit ou le service n'avait pas été utilisé).

Les émissions évitées sont parfois appelées émissions de « scope 4 », bien que cette

terminologie ne soit pas recommandée. Elle peut porter à confusion et pousser à considérer les émissions évitées comme équivalentes aux scopes 1, 2 et 3, à les additionner, ou à les utiliser comme substitut à la réduction de leurs propres émissions induites. Il est donc essentiel de noter que les émissions évitées ne remplacent pas les efforts de réduction des émissions de scopes 1, 2 et 3, et ne sont pas incluses dans le calcul de l'empreinte carbone. Elles doivent être considérées séparément.

POURQUOI CALCULER LES ÉMISSIONS ÉVITÉES ?

TiLT investissant exclusivement dans des entreprises contribuant à la décarbonation, le suivi des émissions évitées permet de mieux évaluer l'impact positif des sociétés de son portefeuille. Il permet également

d'identifier les principaux leviers pour maximiser cet impact, d'éclairer les décisions d'investissement et d'encourager les entreprises à améliorer continuellement leur contribution environnementale.

UNE MÉTHODOLOGIE DE CALCUL RENDANT COMPTE DE LA COMPLEXITÉ DU SUJET

La question des émissions évitées est complexe, car les méthodes de calcul peuvent varier considérablement. Il est particulièrement difficile de répartir le crédit d'émissions évitées entre les différents acteurs d'une chaîne de valeur. TiLT a collaboré avec I Care by BearingPoint pour clarifier et formaliser les méthodes existantes, garantissant ainsi une approche harmonisée pour toutes les entreprises de son portefeuille et fournissant des données fiables et pertinentes. L'approche choisie par TiLT est globalement considérée comme prudente et conservatrice.



Alignement avec les cadres reconnus, conformément aux directives Net Zero et du Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD).



Scénario de référence conservateur : parmi les différents scénarios prospectifs disponibles — qui peuvent donner des résultats très différents —, TiLT a choisi une approche conservatrice en utilisant le scénario moyen le plus probable.



Présentation de deux types de résultats :

- Résultats prospectifs (« Forward looking ») : prise en compte du total des émissions évitées sur le cycle de vie estimé d'un produit, calculé au moment de sa vente.
- Résultats annuels (« year-on-year ») : prise en compte des émissions réellement évitées au cours de l'exercice par l'ensemble des produits ou services déployés depuis l'investissement de TiLT dans l'entreprise. Cette approche est plus prudente.



Horizontal allocation: avoided emissions are allocated across the various actors of the value chain based on their share of the total costs contributing to the final product.



Vertical attribution: Avoided emissions are also allocated among the company's different shareholders.

Les résultats relatifs aux émissions évitées sont disponibles dans la version investisseurs du rapport.

Climat et résilience des actifs

ÉVALUER L'EXPOSITION AUX ALÉAS CLIMATIQUES ET ACCOMPAGNER L'ADAPTATION DE NOS ENTREPRISES

Les conséquences du réchauffement climatique se font ressentir chaque jour sur notre économie et nos systèmes énergétiques. En tant qu'investisseur engagé dans la transition énergétique, **il nous appartient d'accompagner nos entreprises dans la compréhension et l'anticipation des impacts du dérèglement climatique**, afin de les rendre plus résilientes grâce à des plans d'adaptation concrets.

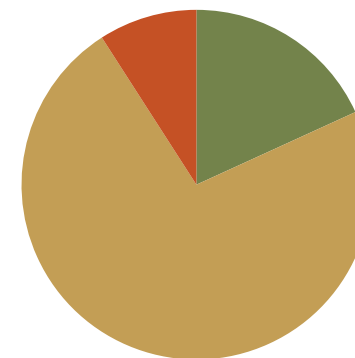
Pour mieux appréhender ces phénomènes, nous utilisons depuis 2025 la solution Altitude, éditée par AXA Climate. Altitude nous permet notamment d'évaluer le niveau d'exposition d'un actif physique à des aléas climatiques futurs, selon différents scénarios de réchauffement climatique. Pour que ces analyses soient pertinentes, elles doivent

couvrir non seulement le périmètre direct des entreprises, mais également l'ensemble de leur chaîne de valeur (localisation des fournisseurs, des projets ou des clients).

À la suite de ces analyses, **notre Operating Team formalise un plan d'adaptation en co-construction avec les équipes opérationnelles.**

Pour aller plus loin sur ces enjeux de résilience des infrastructures et des bâtiments, **nous avons également structuré un accompagnement sur mesure** avec Terao, filiale d'Endena, spécialisée dans les projets d'efficacité énergétique et de résilience des bâtiments.

Risque d'exposition du portefeuille aux aléas climatiques, par nombre de sociétés



■ Risque faible ■ Risque moyen ■ Risque élevé

Parmi les 11 sociétés analysées :

- 2 sociétés ont un risque faible, avec un score d'exposition aux aléas climatique inférieur à 2 sur 10
- 8 sociétés sont moyennement exposées (score de 2 à 4), enfin
- 1 société est fortement exposée (note supérieure à 4)

L'analyse d'exposition aux aléas climatiques futurs, conduite sur le périmètre « direct » de nos participations, nous a permis d'identifier les actifs les plus exposés aux conséquences du changement climatique. Ces résultats, constituent un enseignement précieux et nous permettent de prioriser nos efforts d'accompagnement pour, d'une part, confirmer le niveau de vulnérabilité des actifs, puis réduire le risque climatique à travers des politiques d'adaptation ciblées.

À l'échelle du portefeuille, il ressort que les aléas les plus susceptibles d'affecter un grand nombre d'entreprises sont les canicules, la sécheresse, les glissements de terrain et le retrait-gonflement des argiles.

Par ailleurs, un travail plus approfondi est mené avec les entreprises pertinentes (Deltalys, Siliceo, Dualsun, Negratín, Volta, et Nomad) afin de conduire des analyses similaires sur un périmètre élargi, couvrant l'ensemble des actifs pertinents de leur chaîne de valeur. À ce stade, ces 6 analyses dites « chaîne de valeur », représentant plus de 65 % des AUM. Ces analyses sont particulièrement précieuses pour nos entreprises en portefeuille car elles leur permettent d'élaborer des plans d'adaptation aux événements climatiques à venir, contribuant ainsi à leur résilience et à celle des systèmes énergétiques dans lesquels elles s'inscrivent.

La résilience aux changements climatiques doit se penser sur l'ensemble de la chaîne de valeur.

Exemple de l'analyse des risques climat de Deltalys

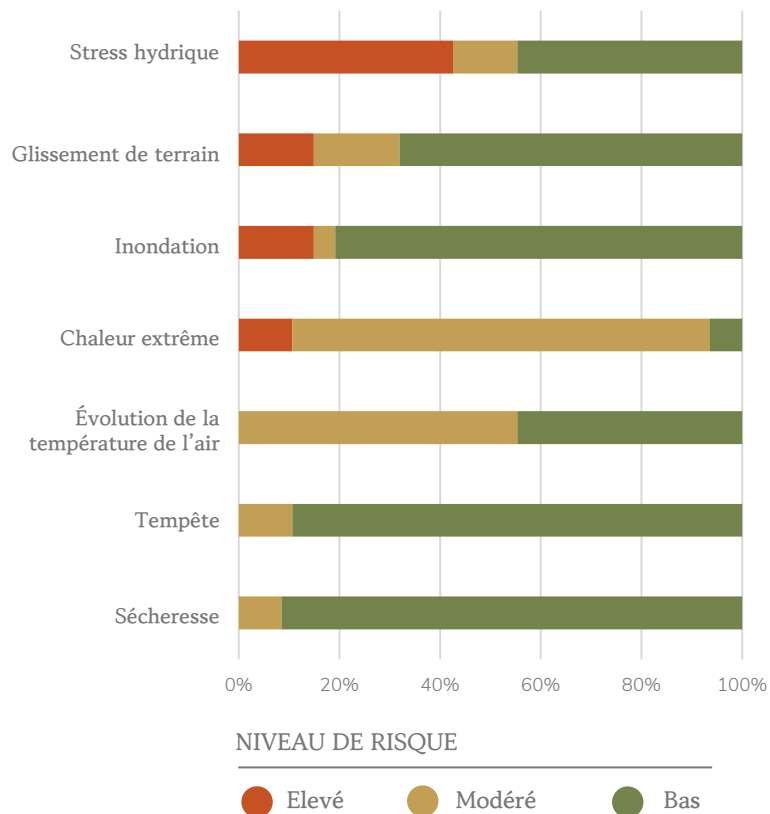
Deltalys conçoit et commercialise une solution issue de l'économie circulaire destinée à filtrer le sulfure d'hydrogène (H₂S) contenu dans le biogaz produit sur les sites d'enfouissement de déchets ou de méthanisation.

Au-delà de son périmètre de fabrication, il est essentiel, tant pour la thèse d'impact que pour les incidences financières, de comprendre dans quelle mesure le changement climatique pourrait affecter les sites sur lesquels la solution Deltalys est déployée.

Nous avons ainsi évalué l'exposition aux aléas climatiques futurs des clients de Deltalys, sur près d'une cinquantaine de sites en France.

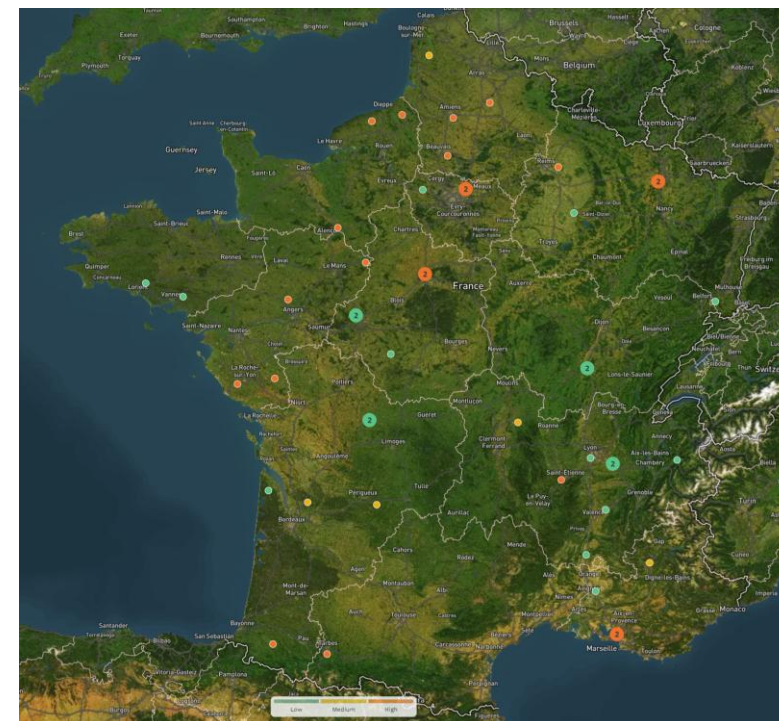
Cette analyse permettra à Deltalys d'être proactif envers ses clients et participer à la résilience de leur installation, ainsi qu'à la durabilité de la solution Deltalys

Analyse des risques climatiques sur le périmètre « value chain »



Il ressort de cette analyse portant sur près de 50 installations clients que, le stress hydrique, les glissements de terrains, les inondations, et la chaleur extrême sont les aléas les plus probables dans le scénario de réchauffement maximum à horizon 2050.

Niveau d'exposition des sites clients à la sécheresse



Dans le scénario de réchauffement maximal à horizon 2050, 20 sites ont un niveau d'exposition élevé, 1 site à un niveau d'exposition moyen, et le reste est considéré comme à risque faible.

Terao & Atixis

Comment accompagner le secteur du bâtiment face au changement climatique ?



David Clerzau
Directeur Associé - Atixis



Aymeric Novel
Directeur Général Adjoint en charge des opérations - Terao

Présentation de Terao et Atixis

Terao est le pôle d'ingénierie environnementale du groupe Endena. La société intervient sur l'ensemble du cycle de vie des projets immobiliers, d'aménagement et d'infrastructures : conception bas carbone, certification environnementale, résilience climatique, conseil stratégique et suivi en exploitation. À ses côtés, Atixis accompagne la réalisation des projets.

> Vous trouverez plus de détails sur Endena en page 31.

Pourquoi l'adaptation au changement climatique du secteur immobilier devient-elle un enjeu critique ?

Alors que les principaux risques, que sont les vagues de chaleur et les inondations, sont bien identifiés, les investisseurs les sous-estiment encore largement et **très peu de projets sont aujourd'hui réellement conçus pour les besoins climatiques de 2040.**

Les fortes chaleurs sont un exemple frappant. Sans rénovations ni changements dans notre manière de construire, notre parc immobilier poussera d'une part à une **généralisation de la climatisation** et d'autre part à la **précarité thermique d'une partie des foyers**. En miroir des passoires thermiques, on parle aujourd'hui de « bouilloires thermiques pour qualifier les bâtiments les plus inadaptés à l'été. Outre les impacts carbone et sociaux, cette évolution aura également un effet important sur les **coûts d'exploitation des bâtiments** et sur les **réseaux électriques**, donnant lieu selon l'AIE, à une augmentation des besoins mondiaux en électricité, le « **cold crunch** », et créant en Europe un second **pic de tension en été**, avec des challenges similaires à ceux du pic hivernal.

L'enjeu n'est donc pas seulement de consommer moins : il s'agit d'anticiper des coûts futurs majeurs, de préserver la stabilité du système énergétique et, surtout, de garantir la

soutenabilité et l'habitabilité de nos bâtiments à moyen et long terme.

Comment un bureau d'étude comme Terao peut-il maximiser son impact ?

Dans un secteur marqué par des **obligations réglementaires** nombreuses et en évolution (sanitaire, incendie, carbone) et par le **besoin de coordination** entre un grand nombre d'acteurs (conception, réalisation, suivi etc.), un groupe intégré comme **Endena permet de proposer des solutions globales aux clients**, s'assurant ainsi d'apporter une réelle valeur ajoutée au-delà de la mise en conformité réglementaire.

Par cette approche intégrée, TERAO est capable de s'engager sur des résultats en garantissant par exemple les consommations réelles après travaux et mesure son impact de manière rigoureuse et approfondie.

Terao est également capable de réaliser des diagnostics et **plans d'actions « 0 Capex »** pour un impact rapide, même sans budget conséquent ou disponibilité des bâtiments à la rénovation.

Enfin, la société réalise également un **important travail de R&D en interne** pour prendre en compte les projections futures et continuer à maximiser son impact dans ces conditions. Cela suppose aussi de sortir d'une logique uniquement technologique : on ne **résoudra pas ces enjeux uniquement par plus d'équipements**,

mais par davantage de frugalité dans les usages et dans la conception, une idée bien connue depuis les années 1970 avec le rapport **Meadows « Les limites à la croissance »**, dont la réflexion est plus que jamais pertinente.

Pourquoi et comment mesurez-vous votre impact ?

Chez Terao, l'impact n'est pas un discours d'accompagnement ; c'est un instrument de pilotage intégré. **Des objectifs concrets sont définis projet par projet**, puis suivis dans le temps. Pour mettre les éléments en perspective et donner une vision globale, l'impact est notamment mesuré en émissions évitées, via la méthodologie *Climate Dividend*.

La mesure répond également à deux enjeux au-delà de l'impact lui-même. Pour les clients, elle **garantit le sérieux de notre offre**. Pour les équipes, c'est un **élément important de motivation et de rétention**. C'est enfin également la traduction concrète de la raison d'être de Terao, en tant que société à mission. ►

37% des émissions de GES dans le monde sont dues à la construction et à l'exploitation des bâtiments¹.

Entretien avec Terao & Atixis – Comment accompagner le secteur du bâtiment face au changement climatique ?

► Les certifications environnementales et les réglementations sont-elles réellement suffisantes pour réduire les consommations des bâtiments ?

Statistiquement, les bâtiments certifiés ne consomment pas nécessairement moins que les bâtiments non certifiés.

Le constat s'explique par plusieurs mécanismes. Les certifications et réglementations ont **longtemps été centrées sur les besoins d'hiver**. La notion de degrés-heures d'inconfort (durée pendant laquelle un espace est trop froid ou trop chaud) n'a été que progressivement prise en compte. Elle est désormais intégrée dans la RE2020, mais, en 2025, **seuls 3% des bureaux respectaient cette norme**. Ainsi une baisse du chauffage peut voir en face une augmentation des besoins de climatisation.

La seconde raison est l'effet de rebond. Les bâtiments sont en particulier souvent dimensionnés ou rénovés pour pouvoir afficher une capacité à accueillir un maximum d'occupants, avec le but d'augmenter la valeur. Cette tendance donne lieu entre autres à un **surdimensionnement des installations de ventilation, de sécurité incendies et de gestion thermique** car l'occupation effective est généralement largement inférieure. Il y a en

outre un ajout potentiellement important d'équipements électriques divers qui augmentent sensiblement le talon de consommation électrique au travers du numérique et des nouveaux services proposés dans l'immeuble rénové. Cela **réduit généralement les gains énergétiques attendus, voire peut les effacer**.

Enfin, le renforcement de certaines exigences réglementaires a donné lieu à une hausse de l'impact carbone des bâtiments. Par exemple, des normes sanitaires ou sécurité-incendie peuvent fortement augmenter les consommations énergétiques ou empêcher d'installer du bois en façade.

En fin de compte, le rapport de l'Observatoire de l'Immobilier Durable (OID), constate qu'« au rythme actuel, en intégrant les nouvelles surfaces bâties, la consommation totale du parc tertiaire n'aura baissé que de 15,4 % en 2030, bien loin des 40 % attendus par la réglementation » (par rapport à la moyenne 2010-2019). C'est pourquoi, au-delà de la réglementation, **une véritable intelligence dans les projets est nécessaire pour progresser vers les objectifs de décarbonation**.

Enfin, si l'on considère le fond de la réflexion ; dans un bâtiment neuf performant, **la phase de construction représente entre 60 % et 90 % de**

l'impact carbone total. C'est ce qu'on appelle le **carbone gris**. Dès lors, la bonne question n'est pas toujours « comment faire les travaux ? », mais parfois aussi : « faut-il les faire ? », ce qui peut demander une analyse fine plutôt qu'une application aveugle et qui n'est pas bien reflétée par les certifications. Les certifications sont donc utiles, mais doivent avant tout être utilisées comme un outil, pas une finalité ni une garantie aveugle.

Comment s'est traduit l'accompagnement du Directeur climat et operating partner TiLT & Siparex ?

Endena a été accompagnée sur deux points :

- la mise en avant de **l'offre résilience climatique** et des diagnostics et plans d'action « 0 Capex » auprès du réseau Siparex, notamment des sociétés en portefeuille,
- l'affinement du positionnement en tant que **conseil stratégique en amont des projets**, notamment autour des schémas directeurs pluriannuels.

Pouvez-vous nous donner des exemples de projets ?

Terao a participé à la conception et au suivi en exploitation du **nouveau siège de la Banque Populaire**. Le bâtiment de 17 000 m² conforme aux objectifs du Décret Tertiaire 2050 fait partie des 15% des bâtiments les plus économes en énergie. Il est déjà aligné avec les objectifs climatiques de 2050 (trajectoire CRREM), avec des émissions nettement inférieures aux seuils nécessaires, d'ores et déjà au niveau attendu en 2040. Il est par ailleurs labellisé BBC Rénovation et certifié HQE et BREEAM.

Les **impacts sont également présents à l'international**, notamment en Asie, où Endena a travaillé sur **l'adaptation de bâtiments et de processus industriels** pour Uniqlo ou encore Inditex. Les mêmes efforts sont déployés au Maroc, en Colombie et aux Etats-Unis au travers des filiales en place.



©Boegly Grazia

SIPAREX FACT

ÉVALUER ET RENFORCER LES PLANS DE TRANSITION CLIMATIQUES DES ENTREPRISES

Pour évaluer et renforcer la robustesse des plans de transition climatique de ses entreprises en portefeuille et dans la perspective de contribuer à l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris, Siparex a développé le programme Siparex FACT.

Siparex FACT repose sur une grille d'évaluation de **25 questions** couvrant les **six dimensions** essentielles à l'élaboration d'un plan de transition climatique robuste et stratégique :

- Engagement et formation
- Performance carbone
- Stratégie et gouvernance
- Plan de décarbonation
- Ressources et financement de la décarbonation
- Reporting et communication

Chaque question est évaluée selon **cinq niveaux de maturité** croissants et pondérée en fonction de l'intensité carbone du secteur, permettant d'établir un score global sur une échelle de 1 à 5.

À l'issue de cette évaluation, l'Operating Team Siparex accompagne chaque entreprise dans l'élaboration d'une feuille de route visant à déployer un plan de transition climatique ambitieux et opérationnel.

Le score est établi lors de l'investissement initial, puis actualisé annuellement dans le cadre de la campagne de reporting ESG.

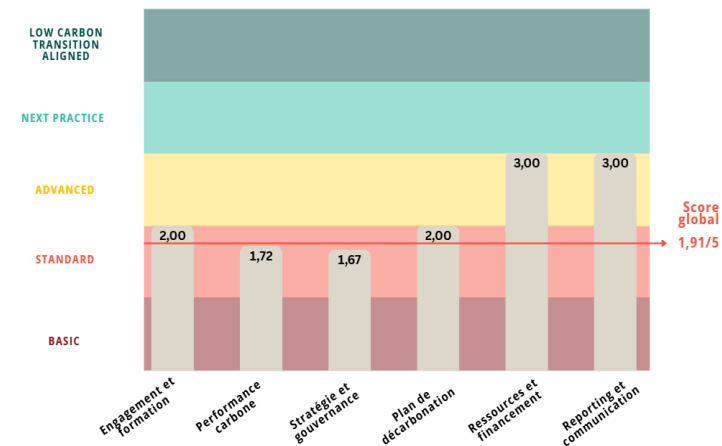
Siparex FACT constitue une première dans le secteur du Private Equity : aucun autre fonds n'avait jusqu'alors déployé de manière concrète et opérationnelle un score de maturité évaluant la robustesse des plans de transition climatique.

De plus, la démarche du Siparex FACT a été le sujet **d'une revue critique de l'ADEME qui en a reconnu sa robustesse** du fait de la qualité et la profondeur du traitement des thèmes couverts.

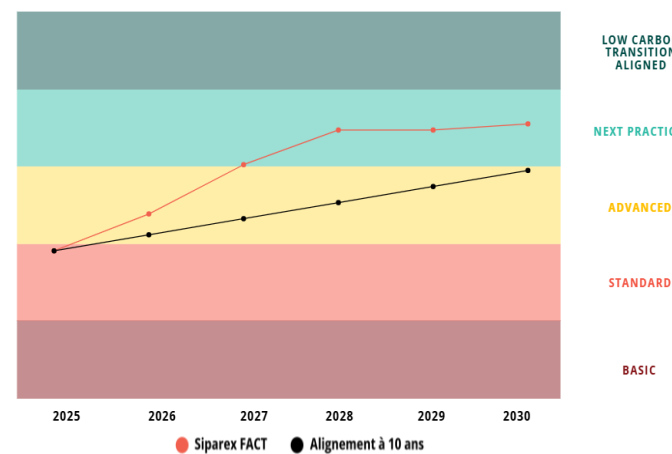
En 2025, la première société de notre portefeuille a pu être **évaluée et accompagnée sur son plan de transition climatique**. Avec un score global de 1,9/5, l'évaluation Siparex FACT fait ressortir deux points forts : un reporting carbone régulier et la désignation d'un responsable ESG & Climat au sein de la direction.

Elle identifie également **cinq axes d'amélioration prioritaires** : la formation des collaborateurs, la réalisation d'un bilan carbone complet, l'analyse stratégique des risques climatiques, la formalisation d'un plan de décarbonation et l'allocation de ressources financières dédiées.

Score Siparex FACT à fin 2025, par dimension



Progression du score Siparex FACT selon la roadmap



Grâce à l'accompagnement mise à disposition de la société, **une feuille de route à 3 ans a pu être élaborée**. 21 actions ont été identifiées, couvrant l'ensemble des leviers de la transition climatique, et permettant à celle-ci d'évoluer d'un score de niveau **Standard** à un score de niveau **Next Practice**. Un point d'étape en 2028 sera organisé afin de définir les actions à déployer en 2029-2030 qui permettront de continuer la progression du score Siparex FACT.

Biodiversité et résilience des écosystèmes

COMPRENDRE ET RÉDUIRE LES IMPACTS DE NOS ENTREPRISES SUR LE CAPITAL NATUREL

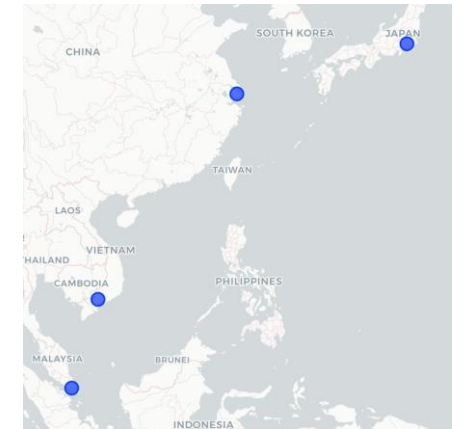
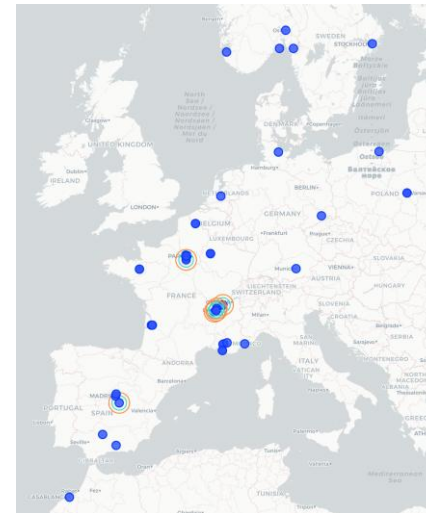
La biodiversité constitue un enjeu fondamental pour nos économies et nos systèmes productifs : la dégradation des écosystèmes génère des risques physiques et réputationnels croissants pour les entreprises, notamment dans les secteurs liés aux infrastructures et à l'énergie.

Notre conviction est que **les entreprises qui intègrent les enjeux de biodiversité dans leur stratégie seront mieux positionnées face aux risques réglementaires et physiques à venir**. C'est pourquoi nous accompagnons activement nos participations dans cette démarche. Pour ce faire, nous utilisons la solution Darwin, reconnue comme l'une des plus robustes du marché pour **évaluer les impacts et les dépendances des entreprises vis-à-vis des écosystèmes naturels**. Darwin nous permet de structurer nos analyses en suivant les principes TNFD/LEAP (Locate, Evaluate, Assess, Prepare), garantissant ainsi une

approche rigoureuse et alignée sur les standards internationaux en vigueur. Ces analyses couvrent à la fois le périmètre direct des entreprises et leur chaîne de valeur, en tenant compte de la localisation géographique des activités et de leur proximité avec des zones écologiquement sensibles.

Une première analyse au niveau portefeuille nous a permis d'identifier **les principaux impacts sur la biodiversité : occupations des sols, émissions de GES, pollutions**, notamment liées au process de fabrication des panneaux solaires.

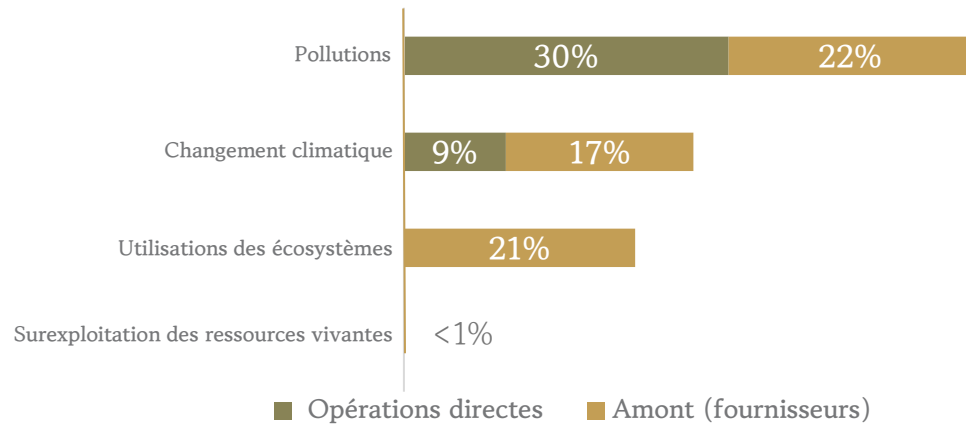
CARTOGRAPHIE DES SITES À RISQUES AU SEIN DU PORTEFEUILLE TILT



La première étape du cadre d'analyse biodiversité TNFD/LEAP consiste à localiser l'ensemble des sites de nos entreprises en portefeuille, à évaluer leur proximité avec des zones sensibles ou protégées, et à identifier ceux potentiellement matériels en termes d'impacts et de dépendances vis-à-vis de la nature.

L'analyse de l'ensemble du portefeuille révèle que **13 sites présentent une forte proximité avec des zones sensibles ou à haute valeur biodiversité**, 13 sites également sont identifiés comme potentiellement matériels en termes d'impacts sur la biodiversité, et 2 en termes de dépendances.

IMPACTS SUR LA BIODIVERSITÉ



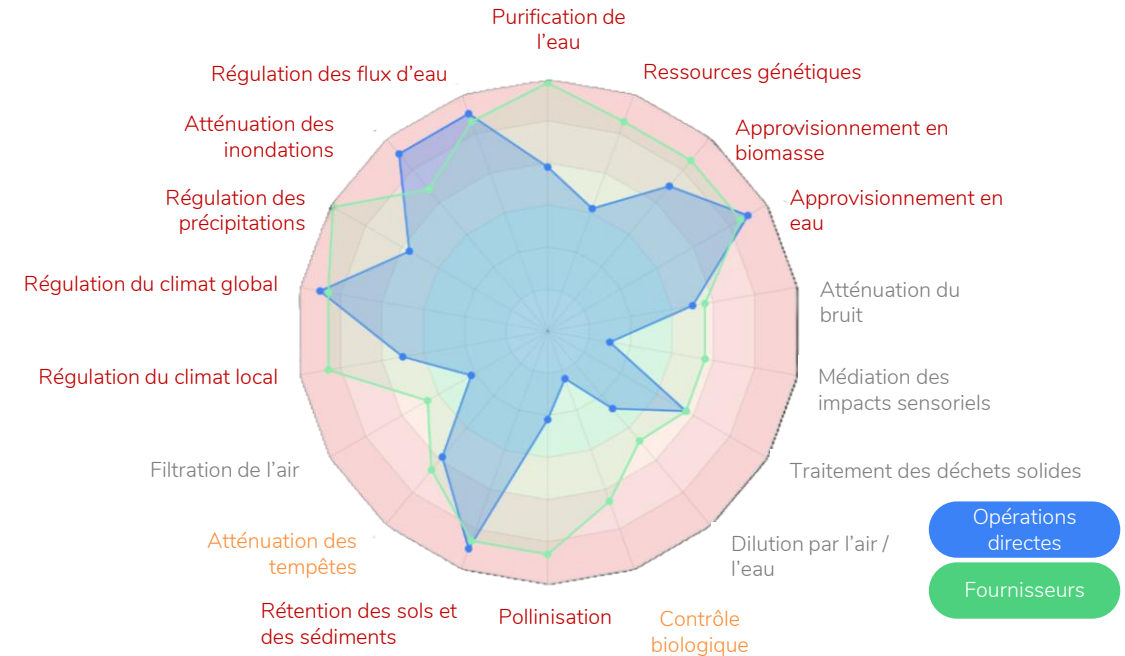
L'analyse conduite via la solution Darwin montre que **60% des impacts sur la biodiversité du portefeuille TILT sont générés en amont de la chaîne de valeur**, au niveau des fournisseurs des participations, contre **40% au niveau de leurs opérations directes**.

Les pollutions (principalement acidification et formation d'ozone photochimique) constituent le premier facteur de pression, aussi bien en opérations directes (30%) qu'en amont (22%). Viennent ensuite **le changement climatique** via les émissions de GES (9% direct, 17% amont), puis **l'utilisation des écosystèmes** — notamment l'occupation des sols — localisée principalement dans la chaîne de fournisseurs (21%).

Ces résultats confirment la nécessité d'une approche « chaîne de valeur » et orientent nos priorités d'engagement auprès des participation.

L'impact sur les ressources abiotiques (eau, matières premières critiques notamment) ne ressort pas comme une source d'impact matérielle dans cette empreinte biodiversité, mais nous restons vigilants sur ces dimensions qui feront l'objet d'analyses plus détaillées.

DÉPENDANCES À LA BIODIVERSITÉ



L'analyse des dépendances révèle que les entreprises en portefeuille dépendent fortement de **deux catégories de services écosystémiques** :

- Les **services de régulation et de maintien**, notamment : l'atténuation des inondations, la régulation climatique globale, la rétention des sols et sédiments, et la régulation des flux hydriques.
- Les **services d'approvisionnement**, en particulier l'approvisionnement en eau, qui repose lui-même sur plusieurs services de régulation : la régulation des flux hydriques, l'atténuation des inondations, la régulation climatique globale et la rétention des sols et sédiments.

V. DONNÉES ESG SUR LES SOCIÉTÉS DU PORTEFEUILLE DE TiLT



©Nomad



©eSmart



Soutenir le développement de l'énergie renouvelable à l'international

MISSION

Negratín est une entreprise espagnole fondée en 1998, spécialisée dans la conception, la construction et l'exploitation de projets énergétiques à grande échelle, intervenant à la fois comme contractant EPC et opérateur.

En parallèle, le groupe développe des activités propres de production d'électricité en Colombie, en construisant et en conservant des actifs solaires pendant environ deux ans après leur mise en service avant de les céder.

Grâce à ses capacités intégrées de bout en bout, Negratín a livré plus de 4,5 GWc de capacité renouvelable, avec une forte présence en Espagne et en Amérique latine.

Contribuer à la décarbonation de la production d'électricité et accélérer la souveraineté énergétique stratégique.

En 2025, le photovoltaïque a été la source d'énergie avec la plus forte croissance au niveau mondial (+27 %). Dans un contexte de tensions géopolitiques, les énergies renouvelables sont un levier clé pour construire des systèmes énergétiques plus résilients, en plus de leur très faible impact climatique (45 gCO_{2e}/kWh). Negratín contribue à cette dynamique positive.

En Espagne, les projets solaires à grande échelle contribuent directement à la décarbonation du mix électrique, qui dépasse encore 100 gCO_{2e}/kWh, et réduisent la dépendance aux énergies fossiles, qui représentent encore 19 % du mix énergétique.

En Colombie, où la production d'électricité dépend historiquement fortement de l'hydroélectricité, le développement du solaire permet de diversifier le mix énergétique et de réduire l'exposition aux risques climatiques tels que El Niño et La Niña, qui peuvent affecter la disponibilité de l'eau et la production hydraulique. En ajoutant une capacité de production non dépendante des cycles hydrologiques, ces projets renforcent la résilience du système et la stabilité d'approvisionnement.



©Negratín

Une activité de construction caractérisée par une exécution rigoureuse et une forte attention à la santé et à la sécurité

L'entreprise est certifiée ISO 45001 pour la santé et la sécurité au travail et a maintenu des taux de fréquence d'accidents faibles au cours des cinq dernières années (0 en 2024 et 0,41 en 2025), reflétant la robustesse de ses procédures sur site. Dans la continuité de cette base solide, la prochaine étape consiste à intégrer les sous-traitants dans les activités de suivi santé & sécurité.

Des progrès internes sur l'empreinte carbone et des engagements renforcés pour l'avenir

Negratín a mis en place depuis 2020 un programme de suivi et de réduction des émissions de gaz à effet de serre sur le Scope 1 et le Scope 2 sur le périmètre espagnol. Cette année, l'entreprise a atteint son objectif de réduction de 22 % à 2025, avec la validation d'un auditeur externe. Pour continuer sur cette dynamique, Negratín a étendu en 2025 ses engagements à l'ensemble des scopes d'émissions et des zones géographiques. L'entreprise a également renforcé ses pratiques de gestion environnementale grâce à la certification ISO 14001.

Negratín développe actuellement une nouvelle stratégie de durabilité, incluant un plan de réduction de ses émissions sur la période 2026-2030.

CHIFFRES CLÉS 2025

Année d'investissement de TiLT	Nombre de collaborateurs
2025	338

Émissions de GES *Scopes 1-2-3*¹

2 170 ktCO_{2e}

Partage de la valeur

83%

des ETP hors projets bénéficient d'un dispositif de partage de la valeur, ainsi que 17 ETP projets ; le reste du personnel projet, recruté pour chaque projet n'est de fait pas inclus.

Santé-sécurité

1

accidents du travail avec arrêt de travail

Égalité femmes - hommes

34%

De femmes dans les effectifs hors projets

0%

De femmes dans les comités de direction opérationnels

¹ Sur le périmètre espagnol avec une méthodologie plus conservatrice que le GHG protocol



Réduire l’empreinte carbone des bâtiments par la maîtrise de l’énergie et des matériaux

MISSION

Endena est un groupe français fondé en 2012 qui accompagne les maîtres d’ouvrage publics et privés dans différents types de travaux, dont en particulier la réhabilitation, l’optimisation énergétique et la transformation durable des actifs immobiliers.

Le groupe intervient sur toute la chaîne de valeur du bâtiment : assistance à maîtrise d’ouvrage (AMO), maîtrise d’œuvre (MOE), expertise environnementale et certifications, ingénierie fluides et structure, suivi en exploitation, et enfin services digitaux via sa filiale Blookod.

Endena combine une approche de management de projets structurée avec une expertise technique pointue en ingénierie environnementale, notamment via sa filiale Terao, spécialiste de l’écoconception, du bioclimatisme et des audits énergétiques.

Un levier direct de décarbonation du secteur immobilier

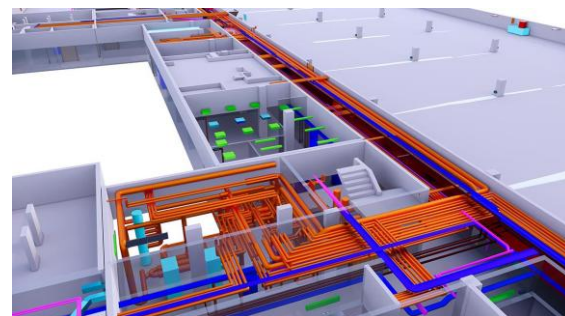
Endena intervient en tant qu’acteur intégré de la rénovation immobilière, en combinant des expertises en ingénierie, coordination de projet, assistance à maîtrise d’ouvrage et digitalisation. Son périmètre couvre les projets de restructuration, de mise aux normes et d’amélioration de la performance énergétique de bâtiments tertiaires ou publics, avec une dominante sur les projets de réhabilitation (90 % de l’activité en France).

Le groupe agit concrètement sur la décarbonation du secteur à travers les 3 vecteurs suivants portés par 80 experts dédiés :

Études stratégiques : Etudes d’impact, faune-flore, ICPE, résilience climatique et climats futurs, conseil bas carbone...

Certifications & Performance : LEED, BREEAM, HQE, Biodivercity, Effinature, modélisations bioclimatiques...

Exploitation : Suivi et optimisation des consommations, schémas directeurs, plans d’investissement et de travaux pluriannuels, commissionnement...



©Endena

Un développement structuré autour de l’ESG

Au-delà de son impact direct en termes d’émissions évitées, Endena a engagé une démarche ESG interne, conscient que le secteur du bâtiment est particulièrement exposé aux enjeux ESG.

Le groupe a réalisé des bilans carbone complets sur ses principales entités, couvrant les scopes 1, 2 et 3 et s’engage en 2026 dans une démarche SBTi pour s’aligner avec les objectifs de l’Accord de Paris. Des feuilles de route ont été établies pour réduire progressivement ses émissions, prenant en compte que plus de 95% de son empreinte carbone relève du scope 3.

Une politique environnementale formalisée encadre la gestion des consommations, des déchets et des matériaux utilisés, avec des objectifs chiffrés.

Le groupe a également mis en place des bonnes pratiques de gouvernance RSE, avec un référent désigné à l’échelle groupe et des indicateurs suivis régulièrement.

Une politique sociale active au service de l’engagement collectif

Endena déploie une politique RH à l’échelle du groupe, visant à garantir un cadre de travail aligné avec les ambitions de développement durable de l’entreprise. Un baromètre social est régulièrement mené pour recueillir la perception des équipes et nourrir une dynamique d’amélioration continue. Les principaux indicateurs sociaux sont consolidés dans un tableau de bord pour nourrir le pilotage des enjeux de ressources humaines. En parallèle, un dispositif de partage de la valeur est en place, combinant intéressement aux résultats et épargne salariale, afin d’associer concrètement les collaborateurs à la performance du groupe.

CHIFFRES CLÉS 2025

Année d’investissement de TiLT	Nombre de collaborateurs
--------------------------------	--------------------------

2025	180
------	-----

Émissions de GES *Scopes 1-2-3*

Finalisation en cours

Partage de la valeur

En cours de mise en place

Santé-sécurité

0 accidents du travail avec arrêt de travail

Égalité femmes - hommes

45,3% De femmes dans les effectifs

45,5% De femmes occupant des postes de direction
17% de femmes au comité exécutif



Optimiser la gestion des réseaux électriques grâce à des logiciels spécialisés, à l'intelligence artificielle et à l'usage de jumeaux numériques

MISSION

Fondée en 2013 en Norvège, eSmart Systems (ESS) propose des solutions numériques innovantes aux gestionnaires de réseaux électriques (DSO et TSO)¹ :

- **Grid Vision® Inspect** : une solution fondée sur l'intelligence artificielle et la reconnaissance visuelle permettant de détecter plus rapidement, plus sûrement et plus efficacement les défauts et signes d'usure sur les infrastructures du réseau comparé aux méthodes traditionnelles. Cette technologie permet de réaliser jusqu'à 30% d'économies sur les dépenses opérationnelles, tout en réduisant l'empreinte carbone et les risques liés aux inspections terrain.
- **Grid Vision® Insight** : un jumeau numérique des actifs du réseau, facilitant leur gestion centralisée et la mise en place d'une maintenance prédictive.
- **AI Studio** (lancé officiellement en 2026) : un outil permettant à toute entreprise disposant d'une base de données d'images de développer son propre modèle de reconnaissance visuelle, sans compétences techniques spécifiques, et d'obtenir en quelques clics des performances habituellement atteintes après plusieurs mois de développement par des ingénieurs spécialisés.

Un appui technologique pour relever les défis de la transition énergétique des réseaux électriques

Les réseaux électriques font face à des défis majeurs, illustrés par des événements extrêmes tels que les incendies récents ou le blackout espagnol de 2025. ESS fournit des technologies essentielles pour optimiser l'exploitation des réseaux et maintenir les infrastructures en bon état. Ses solutions contribuent à répondre aux enjeux liés au vieillissement des infrastructures, à l'augmentation de la demande en électricité, à l'intégration croissante des énergies intermittentes et à l'intensification des risques climatiques. En 2025, sa solution d'inspection basée sur l'intelligence artificielle a permis d'identifier 9 338 défauts critiques, contribuant ainsi à prévenir les pertes d'électricité, les pannes de réseau et les risques d'incendie. Elle permet également d'allonger la durée de vie des infrastructures et de limiter le recours à des opérations de maintenance corrective plus coûteuses.

Une réduction de l'empreinte carbone des opérations d'inspection des actifs

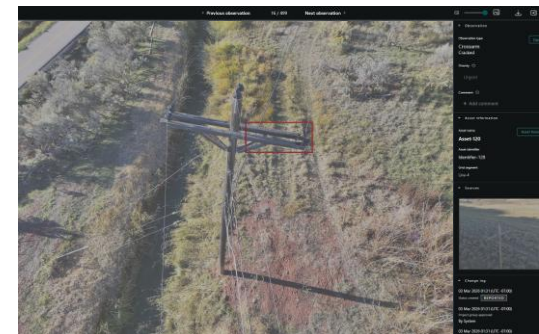
ESS contribue activement à la transition vers des pratiques plus durables, en promouvant des inspections par drone en remplacement des survols en hélicoptère, des patrouilles en voiture ou des escalades manuelles. En 2025, 11 600 km de lignes électriques ont été inspectés par drone, réduisant les émissions associées aux déplacements ainsi que la fréquence des interventions manuelles dont les risques de sécurité sont importants.

Accompagner les opérateurs de réseaux dans la réduction des risques pour la biodiversité et les incendies

Une partie de l'offre d'ESS vise à réduire les risques d'incendie liés aux infrastructures électriques, grâce à une détection plus précoce et plus précise des défauts. L'entreprise travaille également à mieux accompagner ses clients dans l'intégration des enjeux de biodiversité autour des infrastructures, notamment en analysant et en limitant l'impact des réseaux électriques sur les populations d'oiseaux à proximité des lignes..

Des engagements internes sociaux et environnementaux solides

ESS est certifiée ISO 14001, témoignant de son engagement en matière de gestion environnementale. Sur le plan social, l'entreprise collabore avec Naya AS, une organisation basée en Inde qui favorise la création d'emplois décents et durables pour les femmes, notamment via des activités d'annotation de données assistées par l'IA.



©eSmart

¹ DSO : Distribution System Operator
TSO : Transmission System Operator

CHIFFRES CLÉS 2025

Année d'investissement de TILT	Nombre de collaborateurs
--------------------------------	--------------------------

2024	85
------	----

Émissions de GES *Scopes 1-2-3*

1 217 tCO₂e

Partage de la valeur

82%

des collaborateurs bénéficient actuellement d'un dispositif de partage de la valeur. Les autres seront intégrés dans le prochain programme.

Santé-sécurité

0

accidents du travail avec arrêt de travail Identique à 2024

Égalité femmes - hommes

21%

De femmes dans l'effectif total Contre 25% en 2024

25%

De femmes dans les comités de direction opérationnels



Accélérer le développement des projets photovoltaïques et optimiser la production chez les professionnels

MISSION

Le Groupe Silicéo, fondé en 2009, accompagne ses clients dans le déploiement de projets photovoltaïques, avec des expertises couvrant à la fois les phases de conception et d'analyse de faisabilité, ainsi que la pose de parcs solaires, complétés par du pilotage d'énergie et des services de maintenance. Les projets d'installation concernent exclusivement des professionnels, majoritairement pour des exploitations agricoles et entreprises du secteur tertiaire, sous forme de solaire sur toiture ou au sol, ainsi qu'en ombrières de parking.

Un acteur pour la transition énergétique des territoires

Silicéo s'inscrit dans une logique de décarbonation des territoires à travers le déploiement d'énergies renouvelables à forte acceptabilité auprès de clients professionnels et en soutien du monde agricole via notamment le photovoltaïque sur toitures et l'agrivoltaïsme.

Le groupe accompagne l'électrification des usages, véritable levier de décarbonation, et fournit à ses clients des solutions personnalisées allant de la R&D jusqu'à l'installation pour leur permettre d'optimiser leurs stratégies énergétiques. Doté d'une solide expérience, Silicéo s'est également renforcé sur le stockage par batterie et le pilotage de l'énergie.

La RSE est partie intégrante de la stratégie du groupe et est centrale aux affaires. En ce sens, Silicéo choisit de poursuivre ses efforts sur le reporting selon les normes VSME, malgré la directive Omnibus.

Un engagement continu en faveur de la décarbonation

Depuis son premier bilan carbone en 2023, la société continue de mesurer son empreinte annuellement, avec une précision renforcée (incertitude de 5%).

Ayant fixé des objectifs de réduction ambitieux, la société a notamment travaillé sur l'impact de ses activités de transports avec une double approche d'une part d'électrification de sa flotte et d'autre part d'utilisation de biocarburant conduisant à une réduction des émissions de 83% comparé à l'utilisation de gazole B7.

La RSE au service de l'impact territorial local et d'une chaîne de valeur plus responsable

Les enjeux santé-sécurité et le climat social restent une priorité pour Silicéo qui compte plus de 200 employés répartis sur une diversité de métiers. Ces effectifs ont été renforcés d'une part par ceux de la société Ecopart (Franche Comté) acquise en début d'année, et d'autre part par des recrutements en Ile de France et en Normandie accompagnant l'expansion géographique du groupe. Au total cette année, le groupe a signé 58 CDI et dispensé 5 000 heures de formation dédiées notamment à l'intégration de nouveaux collaborateurs, leur sensibilisation à des causes importantes et l'acquisition de compétences.

Enfin, sur les enjeux d'achats responsables, le groupe Silicéo est devenu signataire de deux chartes : la Charte Relations Fournisseurs et Achats Responsables (RFAR)¹ et la charte Bâtitisseur Responsable de la Fédération Française du Bâtiment.



©Silicéo

¹ Elaborée et portée par le Médiateur des Entreprises et le Conseil National des Achats

² Hors Ecopart

CHIFFRES CLÉS 2025

Année d'investissement de TiLT	Nombre de collaborateurs
--------------------------------	--------------------------

2024	238
------	-----

Émissions de GES *Scopes 1-2-3*

Finalisation en cours

Partage de la valeur

72%²

des collaborateurs titulaires d'un CDI bénéficient d'un système de partage de la valeur actionnariale (BSPCE).

Par ailleurs, un FCPE et une ManCo sont en cours de mise en place.

Santé-sécurité

16

accidents du travail avec arrêt de travail
Contre 17 en 2024

Égalité femmes - hommes

26%

De femmes dans l'effectif total
Contre 25% en 2024

33%

De femmes dans les comités de direction opérationnels



Produire de l'électricité propre hors réseau, de manière mobile et adaptable

MISSION

Basée en Espagne, Nomad fournit des générateurs solaires mobiles, les Nomad Energy Boxes, déployables en quelques heures et adaptable à tout environnement. Cette solution permet de générer de l'électricité renouvelable pour de nombreuses applications n'ayant pas accès au réseau et ayant généralement recours à des générateurs diesel : centres humanitaires, événementiel, camps militaires, chantiers, agriculture, transport, écotourisme...

Une solution aux nombreux atouts ESG

Au-delà de l'enjeu de décarbonation de l'énergie, le recours à la solution de Nomad permet également de réduire la pollution aérienne (en particulier celle des SOx et NOx émis par les groupes électrogènes diesel) et sonore, cela à bas coût et sans besoin de main d'œuvre qualifiée. Limiter le besoin d'approvisionnement en carburant est aussi clé dans certaines applications en vue de réduire la dangerosité des opérations. Pour permettre de subvenir à l'ensemble des besoins hors réseau, la Nomad Energy Box peut être couplée à des batteries et/ou à un générateur diesel.

L'impact et l'optimisation environnementale au cœur des évolutions R&D

Outre une démarche d'amélioration continue des Nomad Energy Boxes afin d'en augmenter le rendement et d'en réduire le poids et le contenu carbone, Nomad s'attaque depuis 2025 à un nouvel enjeu critique : l'eau. Ainsi, la Nomad Energy Water (NEW) est un produit hybride, intégrant à la Nomad Energy Box une unité de production d'eau à partir de la vapeur d'eau présente dans l'air ambiant.

Cette innovation s'inscrit dans une approche intégrée des ressources, visant à répondre simultanément aux défis énergétiques et hydriques, en particulier dans les zones isolées ou vulnérables au stress hydrique. Elle contribue à renforcer la résilience des infrastructures déployées et à réduire la dépendance aux ressources locales limitées.

Ce développement renforce l'engagement de la société en faveur des Objectifs de Développement Durable, notamment l'ODD 6 (eau propre et assainissement) et l'ODD 7 (énergie propre à un coût abordable), tout en créant de nouvelles opportunités de valeur durable pour ses clients et partenaires.

Une production internalisée pour un meilleur contrôle du produit

En 2025, Nomad a inauguré son usine de production dans la région de Tolède, proche de Madrid (Espagne). Cette implantation stratégique vise à renforcer les capacités industrielles de Nomad. Le site contribue activement au développement économique local, avec la création de 12 emplois directs, notamment dans le domaine de la production. Nomad s'engage également à favoriser l'emploi local et à accompagner le développement des compétences à travers des programmes de formation et de montée en qualification des équipes.

Une structuration ESG progressive au fil du développement de la société

Si l'impact généré par les Nomad Energy Boxes est manifeste, Nomad, avec son installation de 25 MW en 2025, est encore à ses débuts. La société travaille sur une feuille de route (analyse de risques environnementaux chez les fournisseurs, traçabilité des matières premières, politique de sélection des fournisseurs...).



©Nomad

CHIFFRES CLÉS 2025

Année d'investissement de TILT	Nombre de collaborateurs
--------------------------------	--------------------------

2024	42
------	----

Émissions de GES *Scopes 1-2*¹

8,7 tCO₂e

Partage de la valeur

Mise en place de mécanismes de partage de la valeur en cours, avec un objectif fixé à 80% des employés permanents

Santé-sécurité

0 accidents du travail avec arrêt de travail, Identique à 2024

Égalité femmes - hommes

24% De femmes dans l'effectif total Paireil qu'en 2024

33% De femmes dans les comités de direction opérationnels

¹Calcul uniquement sur Scope 1&2, le Scope 3 est en cours



Accompagner le développement de la filière des gaz renouvelables et améliorer leurs performances environnementales

MISSION

Depuis sa création en 2014, DELTALYS propose une gamme de solutions innovantes permettant d'optimiser la rentabilité des unités et procédés de valorisation des gaz renouvelables. L'entreprise s'engage en particulier à faciliter et à fiabiliser la purification des biogaz par des solutions alternatives éco-responsables, mobilisant innovation, responsabilité environnementale et excellence opérationnelle.

Les solutions clés en main de DELTALYS permettent la filtration des biogaz, via des médias filtrants issus de l'économie circulaire, des équipements de filtration plug&play et des moyens de suivi des performances à distance.

Les polluants ciblés sont l'H₂S et les COV¹ qui génèrent des problématiques techniques, environnementales et HSE : dégradation des équipements, rejets nocifs et toxiques pour l'environnement et le vivant.

Au cœur de nombreuses problématiques environnementales

La solution ECOLYS permet de remplacer en tout ou partie les méthodes de filtration conventionnelles à fort impact carbone. DELTALYS agit ainsi sur plusieurs problématiques environnementales : l'économie circulaire et la gestion des déchets, la décarbonation de la filière biogaz et plus globalement la lutte contre les émissions fugitives de méthane, et l'augmentation de la production d'énergies renouvelables et souveraines. A ce titre, la solution de DELTALYS s'inscrit pleinement dans une dynamique nationale de transition énergétique, via l'augmentation de la part de gaz renouvelable dans les réseaux d'ici 2030 en accord avec le Plan Pluriannuel de l'Energie (PPE).

Réduire et éviter les émissions de CO₂

Une évaluation de l'empreinte carbone par analyse de cycle de vie menée par l'entreprise et revue par I Care by BearingPoint et Ecovamed démontre que la solution ECOLYS présente des gains carbone substantiels par rapport aux solutions conventionnelles ainsi qu'aux autres solutions alternatives, qui restent également plus carbonées qu'ECOLYS. En comparant les consommations de ressources et les rejets dans l'air, l'eau et le sol avec comme unité de référence 1kg d'H₂S traité, l'étude atteste d'une économie systématique du procédé ECOLYS : division entre 5 et 20 des émissions de CO₂ et par 5 de la consommation d'eau.

En parallèle, l'analyse du bilan carbone d'ECOLYS ouvre des perspectives de réduction tant sur le scope 1, que sur le scope 3, notamment sur le transport de matières premières et usagées.

Ancrer une culture QHSE

La qualité, l'hygiène, la sécurité et l'environnement sont des enjeux clé pour DELTALYS. Au cours de l'année 2025, l'équipe a été renforcée et la démarche fortement structurée. Ainsi, en étroite collaboration avec les managers de proximité, les risques sont évalués au plus près des postes de travail, les situations dangereuses et les non-conformités sont enregistrées et analysées, des visites terrain et des audits de bonnes pratiques sont réalisés. Progressivement, une culture Qualité et Sécurité propre à DELTALYS se développe pour le bénéfice de tous ses collaborateurs, clients, fournisseurs, actionnaires et autres parties prenantes.



©Deltalys

¹ Composés Organiques Volatils

CHIFFRES CLÉS 2025

Année d'investissement de TiLT	Nombre de collaborateurs
--------------------------------	--------------------------

2023	39
------	----

Émissions de GES *Scopes 1-2-3*

1 899 tCO₂e

Partage de la valeur

Mise en place du mécanisme de partage de la valeur actionnariale (BSPCE) en cours. Un objectif de 80% a été fixé lors de la levée de fonds à laquelle TiLT a participé.

Santé-sécurité

2 accidents du travail avec arrêt de travail, Identique à 2024

Égalité femmes - hommes

30% De femmes dans l'effectif total Contre 38% en 2024

43% De femmes dans les comités de direction opérationnels



Produire de l'électricité renouvelable à faible impact environnemental

MISSION

Créé en 2008, Volta est un producteur indépendant d'énergie (IPP) qui développe, finance, construit et exploite des installations de production d'énergie renouvelable. Volta intervient sur trois segments :

- Le photovoltaïque avec une expertise particulière sur les toitures, évitant ainsi l'artificialisation d'espaces naturels ;
- Le repowering¹ éolien.;
- Le stockage en hybridation, en autoconsommation ou autonome

Volta intervient en France métropolitaine, dans les territoires d'Outre-mer et à l'international. Fin 2025, ce sont plus de 269 MW de projets en exploitation ou en construction, et plus de 4 fois plus en développement.

Une typologie de projets à impact limité, notamment sur l'artificialisation des sols

Opérant dans un contexte français fortement protecteur de l'environnement et des habitants, chaque projet significatif fait notamment l'objet d'une étude d'impacts (relevés faune/flore sur plusieurs saisons) et de mesures compensatoires (boisements compensateurs, restauration d'habitats favorables à l'avifaune, bridage, protection des zones humides) conformément à la réglementation. De plus, le groupe développe principalement des projets photovoltaïques sur toitures et de repowering éolien, qui permettent d'augmenter la production de renouvelables en limitant leurs impacts environnementaux, puisque sans recours à de nouveaux sites. Pour les projets photovoltaïques au sol, les terrains dégradés sont privilégiés ainsi que l'agrivoltaïsme, où l'installation sert avant tout des intérêts agricoles.

Des efforts de décarbonation mais également des limites

70% de l'empreinte carbone de Volta est liée à la fabrication des produits installés. Les appels d'offres intègrent généralement des exigences de contenu carbone. Cependant, dans un contexte de difficultés des filières de production des différents composants et de durcissement législatif des tarifs, les marges de manœuvre de Volta pour aller au-delà des exigences demeurent limitées. A noter que les turbines sont sourcées en Europe, ainsi qu'une partie des onduleurs, malgré des prix souvent plus élevés pour ces derniers. Par ailleurs, plusieurs actions de réduction des émissions carbone ont été mises en œuvre comme la limitation du transport aérien et automobile et la sensibilisation des salariés.

Recycler et gérer la fin de vie des produits

L'internalisation de la maintenance a permis à Volta un meilleur suivi et recyclage des équipements en fin de vie avec par exemple le stockage des équipements usagés pour récupération de pièces lors de réparations futures ou pour atteindre le volume critique à l'envoi en recyclage, ou encore un partenariat avec Service Onduleur, qui reconditionne les onduleurs. Par ailleurs, les éoliennes rentrent systématiquement dans des circuits d'économie circulaire et les panneaux intègrent le dispositif SOREN. A l'international, Volta prend en compte des exigences similaires.

Contribuer à la transition de régions fortement carbonées

Volta contribue à un impact fort en termes d'émissions évitées via l'installation de panneaux photovoltaïques dans des pays au mix électrique fortement carboné. En Pologne, plus de 55 % de l'électricité provient du charbon. Au Sri Lanka, le développement photovoltaïque est un enjeu majeur, environnemental mais également pour la sécurité énergétique et le développement économique du pays puisque la moitié de la production d'électricité provient du diesel et du charbon, intégralement importés. Les projets implantés sur les toitures de bâtiments publics contribuent au développement local. Les mesures HSE ont par ailleurs été renforcées avec notamment un suivi de l'accidentologie grave jusqu'à l'échelon 2 des installateurs sous-traitants (notification sous 24h, rapport détaillé sous 3 jours).

¹ Modernisation de parcs éoliens afin d'optimiser le potentiel de sites déjà en exploitation.

* Hors périmètre sri lankais

² Une nouvelle campagne est en cours visant les salariés non-détenteurs à ce jour, arrivé après la dernière campagne.

CHIFFRES CLÉS 2025*

Année d'investissement de TiLT	Nombre de collaborateurs
--------------------------------	--------------------------

2023	81
------	----

Émissions de GES *Scopes 1-2-3*

4 591 tCO₂e

Partage de la valeur

100%²

Contre 0% avant investissement de TiLT

des collaborateurs en CDI depuis plus de 6 mois bénéficient d'un système de partage de la valeur actionnariale (BSPCE), sur le périmètre français.

Santé-sécurité

0

accident du travail avec arrêt de travail (hors fournisseurs)
Identique à 2024

Égalité femmes - hommes

33%

De femmes dans l'effectif total
Contre 19% en 2023

25%

De femmes dans les comités de direction opérationnels



Fournir de l'électricité décarbonée hors réseau

MISSION

EODev, pour Energy Observer Developments, a été fondée en 2019 avec pour mission d'accélérer la transition énergétique en proposant des solutions de production et de fourniture d'énergie bas carbone hors réseau.

La société a développé et commercialise aujourd'hui 3 produits :

- le GEH2®, un groupe électro-hydrogène zéro-émissions (ni CO₂, ni microparticules) pour applications terrestres (événementiel, chantiers, sites isolés, recharge de véhicules électriques...),
- le REXH2®, un système embarqué pour utilisation maritime (propulsion et vie à bord),
- le BESSTIE® (pack batteries).

Entre 40% et 90% de réduction d'émissions de CO₂ et zéro microparticules grâce à l'hydrogène

En comparaison avec les groupes électrogènes diesel qu'il remplace, le GEH₂® peut permettre jusqu'à 40% de réduction de CO₂ en cas d'utilisation d'hydrogène gris (produit par vaporeformage du méthane) et jusqu'à 92% avec l'utilisation d'hydrogène vert (produit par électrolyse de l'eau), dans le cas d'utilisation le plus fréquent de la machine (location courte durée).

En parallèle, une Analyse du Cycle de Vie des deux produits phares a été réalisée afin d'identifier les pistes de réduction de leur empreinte carbone.

Le BESSTIE®, le stockage et la distribution d'énergie sans émissions

En 2024, EODev a lancé son BESS (Battery Energy Storage System). Equipé de batteries Lithium Fer Phosphate, le BESSTIE 120 peut stocker jusqu'à 124 kWh d'énergie, s'adapte facilement à son environnement de déploiement (sites de construction, événementiel, recharge de véhicules électriques, travaux d'infrastructures...) et permet de répondre à des besoins en énergie hors réseau, principalement mobiles, seul ou hybridé avec des systèmes hydrogène et / ou diesel. Par ailleurs, grâce à l'acquisition récente de 100% de la société EVE System, le groupe propose désormais des systèmes batteries maritimes certifiés.

Écoconception des produits

L'entreprise conçoit ses produits afin de faciliter la réutilisation et le recyclage des composants : assemblage en France avec des cellules vissées et non soudées, architecture modulaire et unités 100% démontables, permettant le remplacement des composants clés et l'extension de la durée de vie, et enfin durabilité accrue du BESSTIE® par rapport aux batteries lithium-ion grâce à l'absence de cobalt et de terres rares.

Améliorer le partage de la valeur et la diversité au sein des équipes

Outre le management incentive plan qui est indexé sur des objectifs ESG, EODev a mis en place, sur proposition de TILT, un comité de rémunération qui permet de suivre la progression de ces objectifs ESG. Par ailleurs, EODev continue à veiller à la féminisation de ses équipes et entend poursuivre ses efforts à l'avenir. En plus d'augmenter sa capacité de production, l'installation de la société sur son propre site à Antony début 2025 a permis de rassembler l'ensemble de ses équipes (production, R&D et support) favorisant collaboration renforcée et plus grande efficacité opérationnelle.



©EODev

CHIFFRES CLÉS 2025

Année d'investissement de TILT	Nombre de collaborateurs
--------------------------------	--------------------------

2023	68
------	----

Émissions de GES *Scopes 1-2-3*

2 731 tCO₂e

Partage de la valeur

100%

Contre moins de 18% avant investissement de TILT

des collaborateurs titulaires d'un CDI bénéficient d'un système de partage de la valeur actionnariale (stock-options).

Santé-sécurité

0

accidents du travail avec arrêt de travail Identique à 2024

Égalité femmes - hommes

19%

De femmes dans l'effectif total Contre 17% en 2024

10%

De femmes dans les comités de direction opérationnels



Décarboner l'industrie lourde en réutilisant la chaleur résiduelle

MISSION

20% des émissions mondiales de CO₂ sont liées à la chaleur générée par l'industrie¹. Orcan vise à réduire l'empreinte carbone de ce secteur grâce à la **production d'énergie renouvelable à faible coût à partir de chaleur résiduelle**, contribuant ainsi également à la résolution du trilemme énergétique mondial entre durabilité, accessibilité financière et sécurité. Fondée à Munich en 2008, l'entreprise fabrique et vend des unités de récupération de chaleur perdue qui convertissent en électricité la chaleur produite par les processus industriels, la géothermie ou les navires. Ses marchés sont l'industrie, la production d'électricité et le secteur maritime.

Améliorer l'empreinte carbone de ses clients

La solution d'Orcan permet aux clients de diminuer leur dépendance au réseau électrique, tout en réduisant leurs émissions de scope 2. Pour les centrales à biomasse ou géothermiques, les unités permettent de produire de l'électricité plus efficacement à partir de températures plus basses. L'impact climatique le plus important d'Orcan repose sur ses émissions évitées plutôt que ses émissions induites. Les unités permettent d'économiser environ 100 fois plus d'émissions de CO₂ pendant leur fonctionnement qu'elles n'en génèrent pendant leur fabrication. Une unité générant 1 200 MWh par an en Allemagne grâce à de la chaleur fatale qui serait autrement perdue permet d'économiser l'équivalent de 490 tCO₂e, si l'apport de chaleur provenait du réseau électrique.

Une maîtrise des risques ESG inhérents à la technologie

L'entreprise reste néanmoins attentive à son empreinte carbone. Plus de 80% du bilan carbone d'Orcan est lié au scope 3 (fabrication, utilisation des produits). L'axe principal pour réduire son impact concerne la maîtrise des fuites de réfrigérant, via la mise en place de capteurs, une conception spécifique de la tuyauterie, et une formation dédiée des équipes.



©Orcan

Une chaîne de valeur responsable

La loi allemande exige que les entreprises de plus de 3 000 personnes soient conscientes des risques liés aux droits de l'Homme dans leurs chaînes d'approvisionnement, qu'elles les publient et qu'elles prennent les mesures adéquates. Bien qu'Orcan ne soit pas soumise à cette loi, la société a interrogé ses principaux fournisseurs pour évaluer leur conformité :

- 27% ont déjà mis en place un système de conformité,
- 30% sont en train d'adopter un tel système,
- 20% n'ont pas encore élaboré de plan.

Par ailleurs, 97% de ses principaux fournisseurs de composants sont originaires de l'UE.

Une attention à la santé et au bien-être des collaborateurs

Sur les 93 employés, 24% travaillent à temps partiel pour leur permettre d'adapter leurs horaires, que ce soit pour la parentalité ou la poursuite d'études. Orcan a également pris des mesures pour la santé mentale et physique : activités sportives, ateliers autour du bien-être, promotion de la santé sur le lieu de travail notamment l'ergonomie pour le travail devant écran, accès à des bilans de santé et interventions de coachs. L'internalisation de la production sur le nouveau site de Kiel donne également lieu à de nouvelles actions de santé et sécurité spécifiques.

¹ Cleantech Group, 2025

CHIFFRES CLÉS 2025

Année d'investissement de TiLT	Nombre de collaborateurs
--------------------------------	--------------------------

2022	93
------	----

Émissions de GES *Scopes 1-2-3*

5 014 tCO₂e

Partage de la valeur

100%

Contre moins de 30% avant investissement de TiLT

des collaborateurs titulaires d'un CDI bénéficient d'un intéressement aux bénéfices et d'un système de partage de la valeur actionnariale (OSA, BSPCE).

Santé-sécurité

0

accidents du travail avec arrêt de travail
Contre 2 en 2024

Égalité femmes - hommes

22%

De femmes dans l'effectif total
Contre 27% en 2024

27%

De femmes dans les comités de direction opérationnels



Permettre l'électrification des usages et la mobilité bas carbone — grâce à une électronique de puissance souveraine, conçue et fabriquée en France.

MISSION

Fondée en 2008, Watt & Well a forgé son expertise dans les secteurs les plus exigeants - forage pétrolier, aérospatial, lanceur Ariane 6 - avant de mettre cette excellence au service de la transition énergétique. Aujourd'hui, ses convertisseurs de puissance équipent des bornes de recharge rapide pour véhicules électriques ainsi que des systèmes de stockage stationnaire, avec une ambition claire : faire de l'industrie française un pilier de la souveraineté énergétique européenne.

L'électronique de puissance : omniprésente dans la transition énergétique

Derrière chaque batterie, chaque borne de recharge et chaque réseau stabilisé se trouve un convertisseur de puissance. Ces équipements gèrent la charge, la décharge et la stabilité des systèmes électriques. Ils sont au cœur de la décarbonation — et pourtant, leur production reste aujourd'hui largement concentrée hors d'Europe.

Des technologies cruciales pour la sécurité et la souveraineté

Watt & Well défend avec conviction la relocalisation de cette filière : les convertisseurs sont désormais des systèmes électroniques communicants, pilotables à distance et mis à jour par logiciel. Conçus et sécurisés en Europe, ils renforcent la résilience des infrastructures ; produits ailleurs, ils constituent un angle mort stratégique¹. La souveraineté énergétique commence là. Ces aspects sont également essentiels dans le domaine de la défense : dans une tribune publiée dans *Forbes*, Benoît Schmitt, président de Watt & Well, pointe également que l'autonomie énergétique des bases avancées est cruciale pour réduire les risques, en particulier la dépendance aux convois de carburant et la cybersécurité. Les microgrids hybrides peuvent par exemple y contribuer.

Une société reconnue et impliquée dans les domaines stratégiques pour la France et pour la transition

En 2025, Watt & Well a été sélectionnée pour la Grande Exposition du Fabriqué en France à l'Élysée, pour son rôle pionnier dans la recharge rapide des véhicules électriques. La société a également rejoint le CSF Nouveaux Systèmes Énergétiques, instance

nationale rassemblant l'État, les industriels, les organisations syndicales et les territoires. Cette adhésion traduit l'engagement de l'entreprise à concevoir et produire en France des solutions pour les systèmes énergétiques de demain, ainsi qu'à contribuer activement au passage à l'échelle des solutions de décarbonation. Watt & Well contribuera tout au long de l'année aux travaux structurants du CSF (IAA, CSA et thématiques batteries). Enfin, reflétant sa contribution et son engagement pour la transition, Watt & Well a également rejoint les 14 nouveaux membres de *Cleantech for France*, dans un contexte où les investissements dans ce secteur ont chuté à 1,6 milliard d'euros en 2025 contre 3,5 milliards en 2023.

Une ambition renouvelée pour la transition énergétique

L'entreprise poursuit le développement de nouveaux produits pour favoriser l'apport d'énergies renouvelables sur les réseaux français et européens, comme son onduleur pour le stockage stationnaire, dont les produits concurrents sont majoritairement produits en Asie. D'ici à 2029, l'objectif est de répondre à plus de 1,5 GW de demande exprimée par des leaders européens du BESS.

Un travail interne pour renforcer les performances RSE

Sur le volet carbone, la réduction des émissions liées au transport se poursuit, notamment via le fret maritime. Par ailleurs, la densité de puissance des modules de conversion MPU-R2 a continué d'être optimisée, réduisant les émissions par unité de puissance produite de -57 % vs. 2022. Sur le volet santé-sécurité, le recrutement d'une préventrice HSE a permis de structurer la démarche santé-sécurité, avec un suivi renforcé des conditions de travail sur les trois sites, se traduisant par une amélioration significative des performances santé-sécurité.

CHIFFRES CLÉS 2025

Année d'investissement de TiLT	Nombre de collaborateurs
--------------------------------	--------------------------

2022	102
------	-----

Émissions de GES *Scopes* 1-2-3

1 365 tCO₂e

Partage de la valeur

92%²

Moins de 30% avant investissement de TiLT

des collaborateurs titulaires d'un CDI bénéficient d'un intéressement aux bénéfices et d'un système de partage de la valeur actionnariale (OSA, BSPCE).

Santé-sécurité

1

accidents du travail avec arrêt de travail
Contre 6 en 2024

Égalité femmes - hommes

28%

De femmes dans l'effectif total
Contre 25% en 2024

30%

De femmes dans les comités de direction opérationnels

¹ Voir tribune de Benoît Schmitt, président de Watt & Well publiée en janvier 2026 dans le Journal du Net

² Proposé à 100% des collaborateurs.



Réduire la facture carbone des logements par des solutions solaires technologiques

MISSION

La mission de DualSun est de **décarboner l'énergie des bâtiments** grâce à une gamme complète de solutions solaires :

- DualSun FLASH : panneaux photovoltaïques équipés des meilleures technologies du marché
- DualSun DUO : 1^{er} panneau solaire hybride fabriqué en France combinant production d'eau chaude et d'électricité, associé à un chauffe-eau intelligent pour subvenir aux besoins d'eau chaude du foyer
- DualSun MAX : couplage du panneau hybride avec une pompe à chaleur pour couvrir 80% des besoins en énergie d'un foyer, sans unité extérieure

DualSun propose également MyDualSun, une plateforme digitale pour accompagner l'installation de panneaux solaires.

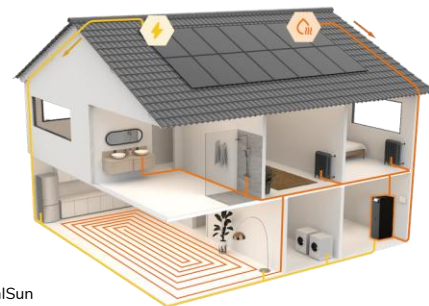
Depuis sa création en 2010 à Marseille, Dualsun a permis l'installation de 2 millions de panneaux solaires.

La solarothermie, une invention Dualsun

L'année 2025 a marqué le lancement officiel de la solution de solarothermie développée par Dualsun depuis plusieurs années. Si son panneau Spring, premier panneau hybride français générant de l'électricité en face avant avec ses cellules photovoltaïques et capturant l'énergie thermique du soleil en face arrière, permettait déjà de couvrir la production d'eau chaude sanitaire d'un logement en étant couplé à un chauffe-eau (offre DUO), Dualsun est allé plus loin cette année.

Son offre MAX, avec un couplage avec une pompe à chaleur, permet de cumuler production d'électricité, d'eau chaude et de chauffage, pour couvrir 80% des besoins en énergie d'un foyer (électricité, eau chaude, chauffage), sans unité extérieure. Le panneau Spring remplace en outre l'unité extérieure de la pompe à chaleur et évite ainsi toute nuisance sonore. Le premier bilan annuel des installations en solarothermie montre que ce système surpasse de 30% l'efficacité des pompes à chaleur air/eau conventionnelles.

En captant et en valorisant une plus grande partie de l'énergie solaire, les panneaux hybrides conçus par DualSun ont par ailleurs un impact carbone structurant, en contribuant à éviter 3 à 4 fois plus d'émissions que les panneaux conventionnels.



©DualSun

La construction d'une chaîne de valeur responsable

DualSun possède un site d'assemblage à Jujurieux pour ses panneaux hybrides. Les composants sont achetés auprès de producteurs locaux de capteurs (Le Creusot), de tubes (Saint-Etienne) et de machines (Chalon-Sur-Saône). Pour les modules photovoltaïques, achetés en Chine - les filières françaises étant encore peu développées -, un audit est réalisé avant, pendant et après la production, afin de garantir la qualité et l'absence de travail forcé. DualSun souhaite pouvoir se fournir en Europe dès que possible.

Une empreinte sur la formation et l'emploi local

La DualSun Académie, société certifiée Qualiopi¹ a pour but de développer la filière et de former des installateurs qualifiés. Avec un site à Lyon, elle propose des formations pour tout type de professionnels : installateurs en activité, travailleurs en reconversion, employés de groupes en expansion. En 2024, 542 personnes y ont été formées, avec d'excellents taux de satisfaction. Afin de favoriser l'accessibilité et l'employabilité, la DualSun Académie accompagne des jeunes et les demandeurs d'emploi dans leur demande de financements auprès de France Travail. À Jujurieux, DualSun est par ailleurs partenaire d'un établissement et service d'aide par le travail (ESAT).

¹ Certification qualité pour les offres de formation

CHIFFRES CLÉS 2025

Année d'investissement de TiLT	Nombre de collaborateurs
--------------------------------	--------------------------

2022	63
------	----

Émissions de GES *Scopes 1-2-3*

92 665 tCO₂e

Partage de la valeur

90%

Moins de 30% avant investissement de TiLT

des collaborateurs titulaires d'un CDI bénéficient d'un système de partage de la valeur actionnariale (BSPCE).

Santé-sécurité

0

Accident du travail avec arrêt de travail
Contre 0 en interne et 3 chez le sous-traitant en 2024

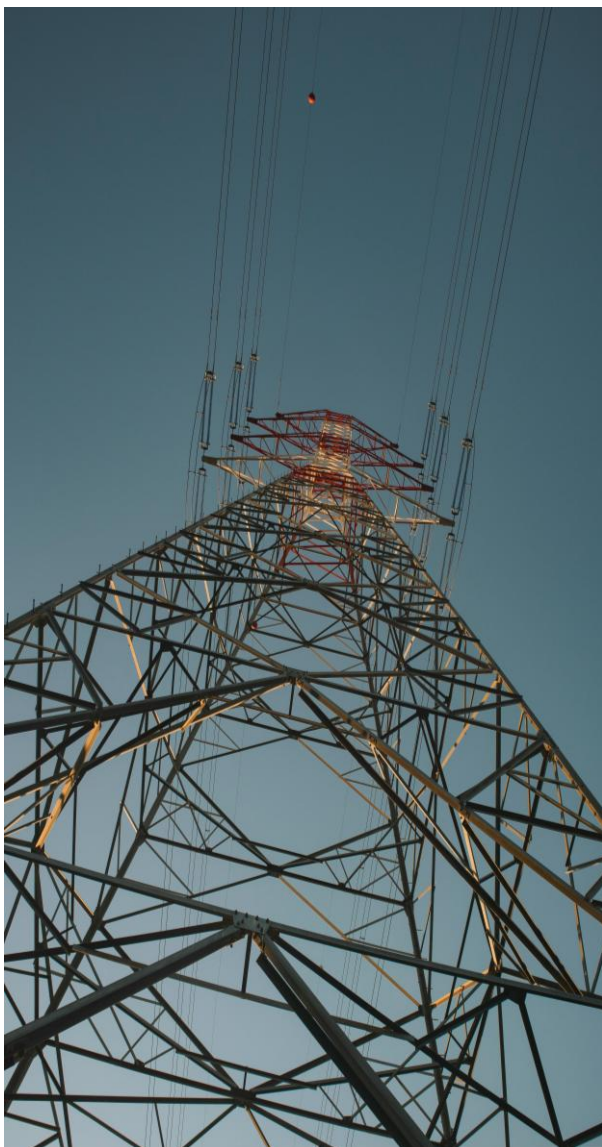
Égalité femmes - hommes

32%

De femmes dans l'effectif total
Contre 29% en 2024

29%

De femmes dans les comités de direction opérationnels



PAI : Déclaration relative aux principales incidences négatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité

Résumé

TiLT Capital Partners tient compte des principaux effets négatifs de ses décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité. Les entreprises du portefeuille de TiLT ont des degrés de maturité différents en ce qui concerne les rapports PAI, en particulier parce que TiLT investit dans des PME en croissance. TiLT encourage les sociétés à travailler sur leur maturité afin de parvenir à une meilleure disponibilité des informations par rapport aux exercices précédents.

Description des politiques visant à identifier et à hiérarchiser les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité

TiLT intègre les sujets PAI tout au long du processus d'investissement, en commençant par la période pré-investissement. Un focus ESG est toujours inclus dans la phase de due diligence, étape durant laquelle l'analyse et la priorisation des PAI sont effectuées. Pendant la durée de détention, les entreprises du portefeuille sont tenues de fournir des rapports sur les indicateurs de performance environnementale et sociale, qui font l'objet d'un suivi interne afin de prioriser les pistes d'amélioration.

Politique d'engagement

La stratégie de TiLT est celle d'un investisseur minoritaire de référence, ce qui signifie que TCF1 évite de détenir des pourcentages de participation trop faibles afin d'être toujours en mesure d'exercer une influence significative sur la direction de l'entreprise. L'engagement de TiLT passe entre autres par son mandat au conseil d'administration. Comme sur les autres sujets, TiLT est très impliqué dans les facteurs ESG via le droit de vote (nous cherchons à obtenir un droit de veto sur les questions ESG) ainsi que par un engagement collaboratif et un dialogue extra-comité à travers lequel TiLT sensibilise la direction aux questions ESG importantes. La due diligence ESG, par exemple est un des leviers de cette sensibilisation. Enfin et surtout, des objectifs ESG sont définis avec la direction, dont certains sont prioritaires et auxquels un pourcentage significatif des management packages est indexé (25% en général).

Référence aux normes internationales

TiLT Capital Partners est signataire de la « Charte Parité » et de la « Charte d'engagement sur le partage de la valeur » de France Invest. Dans le cadre des due diligences ESG, TiLT accorde une attention particulière aux conditions de travail et au respect des normes de l'Organisation International du Travail. TiLT respecte également les Principes d'Investissement Responsable du Pacte Mondial des Nations Unies, dont elle est signataire depuis 2023.

Comparaison historique

L'évolution des PAI en comparaison à l'année dernière reflète la construction en cours du portefeuille avec l'intégration de deux nouvelles sociétés, à l'amélioration de la disponibilité des informations au niveau des participations qui conduit à des indicateurs plus représentatifs, et enfin à l'évolution des pratiques au sein des sociétés.

Les données relatives aux PAI sont disponibles dans la version investisseurs du rapport.

VI. LA RSE AU SEIN DE TILT



©Silicéo



©Endena

Les engagements RSE au sein de TiLT

Nous faisons face aux mêmes défis que nos sociétés en portefeuille et poursuivons les mêmes ambitions.

C'est pourquoi TiLT intègre pleinement les enjeux ESG dans son modèle d'investissement, en combinant exemplarité interne, structuration des pratiques et accompagnement opérationnel des participations.



RÉDUCTION DE L'EMPREINTE CARBONE GLOBALE

TiLT suit depuis sur 2023 son empreinte carbone. Elle est estimée en **2024 à 117 tCO_{2e} hors investissements, soit 11,7 tCO_{2e} par collaborateur**, en augmentation par rapport à 2023 du fait d'une augmentation des dépenses. Le calcul l'année 2025 est en cours de réalisation.

Cette empreinte provient à 99 % du scope 3, principalement liée aux achats de biens et services (34 %), aux déplacements professionnels (21 %) et au numérique (17 %). Plusieurs actions concrètes sont en place, notamment la limitation de l'usage de l'avion aux trajets dont la durée dépasse 7 heures en train (avec une exception en 2025 pour le trajet Paris-Turin) et la pratique au quotidien d'une mobilité bas carbone.

DIVERSITÉ & GOUVERNANCE TRANSPARENTE

TiLT promeut un environnement de travail transparent, favorisant la diversité et l'implication des équipes dans les décisions stratégiques.

Cette approche se traduit par :

- Une parité au sein de l'équipe d'investissement, avec une attention particulière portée à la diversité des profils. Nous encourageons également la diversité et la féminisation des postes de direction et du conseil d'administration,
- Une organisation par projets horizontale, et des réunions d'équipe hebdomadaires couvrant les enjeux de portefeuille, d'investissement et de stratégie,
- L'accès au carried interest ouvert à tous les membres de TiLT, aux mêmes conditions de réalisation que celles des fondateurs,
- Un engagement en faveur du partage de la valeur, avec un écart de rémunération plafonné de 1 à 7.

FORMATION ET STRUCTURATION DES ÉQUIPES

L'ESG étant en constante évolution, tant au niveau scientifique que réglementaire, technologique et sociétal, la montée en compétence des équipes constitue de fait un pilier clé de la démarche ESG de TiLT. La formation est d'autant plus importante que TiLT a choisi de partager le travail et les

responsabilités ESG au sein de l'équipe au-delà des référents ESG, afin que tout le monde se sente directement concerné par les enjeux ESG.

En plus des diverses formations individuelles ou réglementaires, l'ensemble de l'équipe a bénéficié en 2025 :

- De 12 heures de formation collective dispensée par des enseignants de Polytechnique, portant sur l'entrepreneuriat dans les énergies renouvelables,
- D'un accompagnement RH externe à travers plusieurs sessions collectives ainsi qu'une session individuelle par personne. Cet accompagnement visait à consolider et renforcer le développement de l'équipe dans un contexte de croissance des effectifs et dans la perspective de la levée d'un second fonds. Cette démarche a également permis d'affirmer plus précisément et de partager la raison d'être de TiLT.
- D'une formation dédiée à la diversité et à l'inclusion.

TiLT s'inscrit également dans une démarche de transmission, en accompagnant des stagiaires formés aux enjeux de la transition énergétique.

ANNEXES



©Silicéo



1. Article 29 de la Loi Énergie-Climat

1. DÉMARCHE GÉNÉRALE DE L'ENTITÉ

a) Démarche

TiLT cible les entreprises qui contribuent à la transition énergétique et aligne ses investissements sur les exigences de l'article 9 de la SFDR. TiLT intègre activement les questions ESG tout au long du cycle d'investissement, depuis le *sourcing* et la *due diligence* jusqu'à la phase de sortie grâce au développement d'un système de gestion environnementale et sociale (ESMS) ainsi que la mise en place d'outils d'évaluation internes. Siégeant dans les conseils d'administration des sociétés en portefeuille, TiLT utilise cette influence pour soutenir la réalisation des objectifs ESG.

Ce paragraphe ne constitue qu'un résumé et plus de détails sont notamment présentés dans la politique ESG publiée sur le site internet et dans les pages 6, 8 et 21 de ce rapport.

b) Informations des investisseurs

TiLT et les sociétés en portefeuille ont des obligations en matière de *reporting*. TiLT communique régulièrement et au moins une fois par an avec ses souscripteurs sur les sujets ESG, notamment via le rapport ESG et impact annuel des fonds, qui inclut une revue des principaux enjeux ESG entreprise par entreprise et qui est

disponible sur le site internet, les réunions annuelles et les comités semestriels avec les souscripteurs ainsi que l'annexe SFDR périodique. Des informations additionnelles concernant la démarche ESG de TiLT sont également disponibles sur les sites internet de TiLT et de Siparex.

c) Type de produits financiers

En 2025, l'ensemble des fonds gérés par TiLT relèvent de l'article 9 de la réglementation SFDR représentant 100% des encours sous gestion.

d) Adhésion à des initiatives, labels, etc. :

Parmi les engagements de TiLT figurent :

- L'adhésion aux Principes pour l'Investissement Responsable (PRI) des Nations Unies, qui ont pour objectif de guider les investisseurs dans l'intégration des critères ESG dans leurs décisions d'investissement.
- L'adhésion à l'initiative Climat International (iCI), qui vise à mobiliser les acteurs du secteur du capital investissement pour prendre des

mesures concrètes en faveur de la transition vers une économie plus durable et à faible émission de carbone.

- La signature de la Charte d'engagements des investisseurs pour la croissance de France Invest, qui vise à promouvoir les meilleures pratiques en matière de responsabilité actionnariale sur les dimensions ESG.
- La signature de la Charte pour la Parité Femmes-Hommes de France Invest, qui comprend 30 engagements et fixe des objectifs quantifiés pour les sociétés de gestion et leurs participations.
- La signature de la Charte d'engagement sur le partage de la valeur. Ses signataires s'engagent notamment à jouer un rôle moteur auprès de leurs entreprises en portefeuille afin d'augmenter à court terme le taux de couverture de leurs salariés par au moins un dispositif de partage annuel de la valeur créée ; et de promouvoir dans le long terme le partage de la création de valeur actionnariale à travers l'actionnariat salarié et le partage de la plus-value dans toutes les situations où ces mécanismes sont pertinents.

2. MOYENS INTERNES POUR CONTRIBUER À LA TRANSITION

TiLT compte quatre personnes ayant une expérience professionnelle dans le domaine de l'ESG, dont Nicolas Piau, cofondateur et Président de TiLT et l'un des pionniers de l'ESG chez Suez avant sa fusion avec ENGIE, et Antoine Joint, qui a plus de 10 ans d'expérience dans le conseil en durabilité et qui travaille à temps partiel avec TiLT (25%) pour piloter la décarbonation des sociétés en portefeuille.

TiLT a fait le choix de ne pas séparer la fonction ESG du reste de l'équipe d'investissement et chaque membre de l'équipe a la responsabilité d'être actif sur les sujets ESG en suivant notre méthodologie interne. Cette méthodologie a été revue par des experts ESG externes. Toutefois, deux membres de l'équipe d'investissement sont référentes sur ces sujets afin d'assurer une coordination au sein de l'équipe.

TiLT dispose également d'un ensemble d'outils développés à la fois en interne et avec l'aide de consultants externes. Il s'agit notamment d'une liste de critères ESG et de tableaux d'analyse (couvrant notamment la maturité de la société sur les enjeux RSE et climat, les risques de ses activités et sa performance ESG, ses impacts potentiels ou avérés) pour le screening des entreprises et les due diligences.

La sensibilisation et la formation des équipes est enfin un levier important pour assurer une mise à jour continue des procédures en ligne avec les meilleures pratiques de marché.

3. GOUVERNANCE ESG DANS LA SOCIÉTÉ DE GESTION

Les questions ESG sont constamment discutées entre les membres de l'équipe d'investissement à tous les stades d'un dossier d'investissement. Tous les membres de l'équipe sont convoqués et leur opinion ou leur contribution sont les bienvenues chaque fois que les questions ESG sont abordées en réunion.

TiLT a mis en place un Comité Experts & ESG, composé de membres expérimentés du secteur de l'énergie, de l'investissement et de la finance durable. Le comité se réunit toutes les 6-7 semaines et est chargé d'apporter des connaissances ESG pour alimenter les décisions stratégiques, de remettre en question les points de vue de l'équipe d'investissement sur les questions de marché, technologiques et ESG. Notre comité Experts & ESG compte notamment Orith Azoulay, responsable de la finance durable chez Natixis. De plus, TiLT tient un comité ESG interne tous les 2 à 3 mois, qui s'ajoute au comité ESG mené au moins une fois par trimestre au niveau du groupe Siparex.

La rémunération variable intègre l'atteinte d'objectifs ESG pour l'ensemble de l'équipe.

Notre gouvernance est décrite plus précisément dans notre ESMS et en page 8.

4. STRATÉGIE D'ENGAGEMENT DES PARTICIPATIONS

La stratégie d'engagement de TiLT, détaillée dans notre ESMS, s'applique à toutes les entreprises en portefeuille.

L'importance des questions ESG et la nécessité pour l'entreprise de s'améliorer dans ce domaine pendant la période de détention de TiLT sont clairement établies dès le moment où TiLT transmet une lettre d'intention à une cible d'investissement potentielle.

Des objectifs mesurables sont fixés à l'entrée, ainsi qu'un calendrier. 25% du management package de chaque société en portefeuille et 25% *carried interest* détenu par TiLT sont indexés sur ces indicateurs ESG (voir page 10).

TiLT est présent au conseil d'administration des sociétés en portefeuille et exige que les questions ESG soient incluses dans la liste des sujets abordés par celui-ci.

En outre, TiLT mène une mission avec I Care by BearingPoint pour calculer les émissions évitées générées par chaque entreprise du portefeuille. Cette mission est également un moyen de convaincre les sociétés de l'importance des questions ESG et de les aider à faire le lien avec leur stratégie.

Les actions menées en 2025 sont détaillées tout au long du rapport.

5. INVESTISSEMENTS « DURABLES » ET INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR FOSSILE

La totalité des investissements de TiLT sont des investissements durables au sens de la SFDR. L'alignement à la Taxonomie est présenté en page 19.

Les entreprises actives dans le secteur des combustibles fossiles, au sens de la réglementation SFDR, représentent 0% des encours sous gestion de TiLT.

6. ALIGNEMENT AVEC L'ACCORD DE PARIS

TiLT entend contribuer aux objectifs de l'Accord de Paris à travers ses investissements et l'accompagnement des sociétés en portefeuille dans leur trajectoire de décarbonation.

A travers leur éligibilité et leur objectif d'alignement à la Taxonomie Européenne, nos sociétés contribuent aux objectifs de l'Accord de Paris. De plus, les objectifs sur lesquels sont indexés le *carried interest* de TiLT et les management packages des entreprises du portefeuille comprennent toujours un objectif de réduction de l'empreinte carbone, généralement un objectif de réduction de l'intensité étant donné le profil de forte croissance des sociétés entrant dans la thèse d'investissement de TCF1.

Afin de mesurer la contribution du portefeuille aux objectifs de l'Accord de Paris, un calcul détaillé des émissions évitées a été réalisé sur 2025 sur 7 des 9 sociétés en portefeuille au 31 décembre 2024, avec l'accompagnement de I Care by BearingPoint. La méthodologie et les résultats sont présentés en page 21.

7. ALIGNEMENT AVEC LA STRATÉGIE BIODIVERSITÉ

Suite à l'article 29 des grandes orientations de la COP15, nous prévoyons un atelier sur la question de la biodiversité afin de préciser notre façon de l'intégrer dans nos politiques ESG, et sommes déjà en train de mettre en place la plateforme Darwin, comme décrit en page 27.

8. INTÉGRATION DES RISQUES ESG DANS LA GESTION DES RISQUES

TiLT dispose d'un tableau de bord pour examiner tous les risques possibles liés à l'ESG pour chaque investissement potentiel. La présence de TiLT dans les conseils d'administration des entreprises permet à l'équipe d'investissement de se tenir au courant des risques ESG. Les risques potentiels sont discutés en interne et communiqués aux investisseurs dans nos documents d'information.

9. MESURES D'AMÉLIORATION ENVISAGÉES

Nous nous efforçons constamment d'améliorer les moyens par lesquels nous pouvons contribuer à l'impact ESG.

(Cf. VI. 1 : Les engagements RSE au sein de TiLT)



2. Matrice des macro-risques (1/2)

	SOCIAL		ENVIRONNEMENT				AUTRES	
	Collaborateurs	Communautés locales	Émissions de GES	Cycle de fin de vie	Pollution locale	Biodiversité	Exposition au climat	Autres
Photovoltaïque	Santé et sécurité des travailleurs lors de l'installation des panneaux Droits des travailleurs, santé et sécurité tout au long de la chaîne de valeur	Incendie dû à une défaillance électrique Nuisance visuelle	Émissions liées à la production Émissions liées aux transports Emissions liées à la chaîne d'approvisionnement	Toxicité du plomb et du cadmium Déchets de silicium et d'aluminium Recyclabilité des panneaux et équipements auxiliaires		Pour les panneaux solaires, en particulier sur les projets d'ampleur au sol : incidence sur la biodiversité et le recours aux pesticides	Vulnérabilité aux conditions météorologiques dangereuses	Métaux critiques
Récupération de la chaleur perdue	Droits des travailleurs, santé et sécurité tout au long de la chaîne de valeur	Nuisance sonore	Émissions liées à la chaîne d'approvisionnement Émissions fugitives dues à des dysfonctionnements	Déchets métalliques industriels	ORC fonctionnant grâce à des produits chimiques liquides			
Électronique de puissance	Droits des travailleurs, santé et sécurité tout au long de la chaîne de valeur		Émissions liées à la chaîne d'approvisionnement et des applications en aval	Déchets de composants électroniques				Métaux critiques
Activité d'ingénierie pour le secteur de la construction	Droits des travailleurs, santé et sécurité sur toute la chaîne de valeur	Nuisances temporaires (bruits, impact sur la circulation, gestion des déchets)	Émissions liées à la chaîne d'approvisionnement		Poussières et rejets liés aux chantiers et aux travaux	Artificialisation et imperméabilisation des sols	Vulnérabilité des installations au changement climatique (chaleur, inondation, ...)	

2. Matrice des macro-risques (2/2)

	SOCIAL		ENVIRONNEMENT				AUTRES	
	Collaborateurs	Communautés locales	Émissions de GES	Cycle de fin de vie	Pollution locale	Biodiversité	Exposition au climat	Autres
Énergie éolienne	Droits des travailleurs, santé et sécurité tout au long de la chaîne de valeur	Nuisances visuelles et sonores Incendie dû à une défaillance électrique	Émissions liées à la chaîne d'approvisionnement	Difficulté de recyclage des lames (composites thermodurcissables à base de fibres de verre)		Impact sur la biodiversité	Vulnérabilité économique aux phénomènes météorologiques dangereux	Métaux critiques
Production d'hydrogène	Droits des travailleurs, santé et sécurité tout au long de la chaîne de valeur	Incendie dû à une défaillance électrique Risques d'explosion	Émissions liées à la chaîne d'approvisionnement	Difficulté du recyclage des piles à combustible				Métaux critiques
Biogaz	Droits, santé et sécurité des travailleurs tout au long de la chaîne de valeur et sur site en cas de fuite	Nuisance olfactive Risque d'incendie et d'explosion	Émissions liées à la chaîne d'approvisionnement Émissions liées à la production et à l'utilisation du biogaz	Impact du digestat et de l'élimination des déchets	Fuites			
Solution basée sur les données	Droits, santé et sécurité des travailleurs tout au long de la chaîne de valeur, notamment en cas d'externalisation dans des pays non-membres de l'OCDE		Émissions liées à l'IA et aux data centers			Indirectement via les impacts des data centers (notamment les rejets d'eau chaude)		Métaux critiques Indirectement via les data centers : consommation d'eau

3. Liste d'exclusion (1/2)

TCF1 n'investira pas dans des sociétés qui mènent l'une des activités exclues énumérées ci-dessous :

- Toute activité entraînant, directement ou indirectement, des formes dommageables ou fondées sur l'exploitation de travail forcé ou de travail nocif des enfants ;
- Production ou commerce de tout produit ou activité considéré comme illégal en vertu des lois ou réglementations du pays d'implantation ou des conventions et accords internationaux ;
- Toute activité liée à la pornographie ou à la prostitution ;
- Production ou commerce d'espèces sauvages et de produits dérivés réglementés par la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) ;
- La production ou l'utilisation d'un commerce de matières dangereuses telles que les matières radioactives, les fibres d'amiante non liées et les produits contenant des PCB ;
- Le commerce transfrontalier de déchets et de produits de déchets, à moins qu'il ne soit conforme à la Convention de Bâle et aux réglementations nationales et européennes sous-jacentes, mais pour éviter toute ambiguïté, l'utilisation de déchets comme combustible dans le chauffage urbain n'est pas exclue ;
- Les méthodes de pêche non durables (c'est-à-dire la pêche aux filets dérivants en milieu marin utilisant des filets d'une longueur supérieure à 2,5 km et la pêche à l'explosif) ;
- Production ou commerce de produits pharmaceutiques, de pesticides/herbicides, de produits chimiques, de substances appauvrissant la couche d'ozone et d'autres substances dangereuses faisant l'objet d'une élimination progressive ou d'une interdiction au niveau international ;
- Destruction d'habitats essentiels ;
- Production et distribution de médias racistes, antidémocratiques et/ou néonazis ;
- Activités liées au tabac ;
- L'utilisation d'animaux vivants à des fins scientifiques et expérimentales, y compris l'élevage de ces animaux ;
- La production (ou la construction), la distribution (ou la transformation) et le commerce d'armes, de munitions, d'explosifs, d'équipements ou d'infrastructures spécifiquement conçus pour un usage militaire, et d'équipements ou d'infrastructures qui ont pour effet de limiter les droits individuels et la liberté des personnes (c'est-à-dire les prisons; et les centres de détention sous quelque forme que ce soit) ou de violer les droits de l'Homme ;
- Les jeux d'argent, les casinos et les entreprises équivalentes ou les hôtels hébergeant de telles installations ;
- Concessions commerciales sur des forêts tropicales naturelles et exploitation forestière dans ces forêts ; conversion de forêts naturelles en plantations ;
- L'achat de matériel d'exploitation forestière destiné à être utilisé dans les forêts tropicales naturelles ou les forêts à haute valeur naturelle ;
- Toute activité ayant un contenu politique ou religieux ;
- Toute activité impliquant la production, l'utilisation, le commerce ou la distribution de semences OGM ou de cultures horticoles transgéniques ;
- Toute activité liée aux expulsions forcées.

3. Liste d'exclusion (2/2)

TCF1 n'investira pas dans des sociétés :

- Qui sont directement ou indirectement engagées dans des activités entraînant des violations graves et/ou systématiques des conventions, normes ou protocoles dont la France est signataire et qui sont internationalement reconnus, lorsqu'un tel investissement aurait une incidence négative significative sur la situation commerciales ou financières du Fonds ou sur sa validité. Ces violations graves et/ou systématiques doivent être attestées par une décision d'un tribunal ou d'une autre source officielle telle que l'ONU, l'OCDE, les gouvernements ou d'autres organismes similaires ;
- Qui sont associées à une corruption matérielle et dont l'investissement aurait une incidence négative significative sur la situation commerciale ou financière du Fonds ou sur sa validité. Cette corruption matérielle doit être attestée par une décision d'un tribunal ou d'une autre source officielle telle que les Nations Unies, l'OCDE, les gouvernements ou d'autres organismes similaires ;
- Qui sont domiciliées dans des pays soumis à des embargos commerciaux imposés par les Nations Unies ou l'Union européenne ;
- Qui ont leur siège en Russie ;
- Qui génèrent des revenus à partir d'activités basées sur le charbon, y compris, mais sans s'y limiter, l'extraction de charbon et/ou la production d'énergie à base de charbon et/ou d'électricité par le biais d'une centrale à charbon et/ou l'extraction de charbon ;
- Impliquées dans la production, le raffinage et/ou le commerce d'huile de palme brute (plantations et/ou moulins) ;
- Liées à la spéculation financière sur les matières premières alimentaires



Siparex Group

tilt-capital.com

5 Rue Feydeau, 75002 Paris